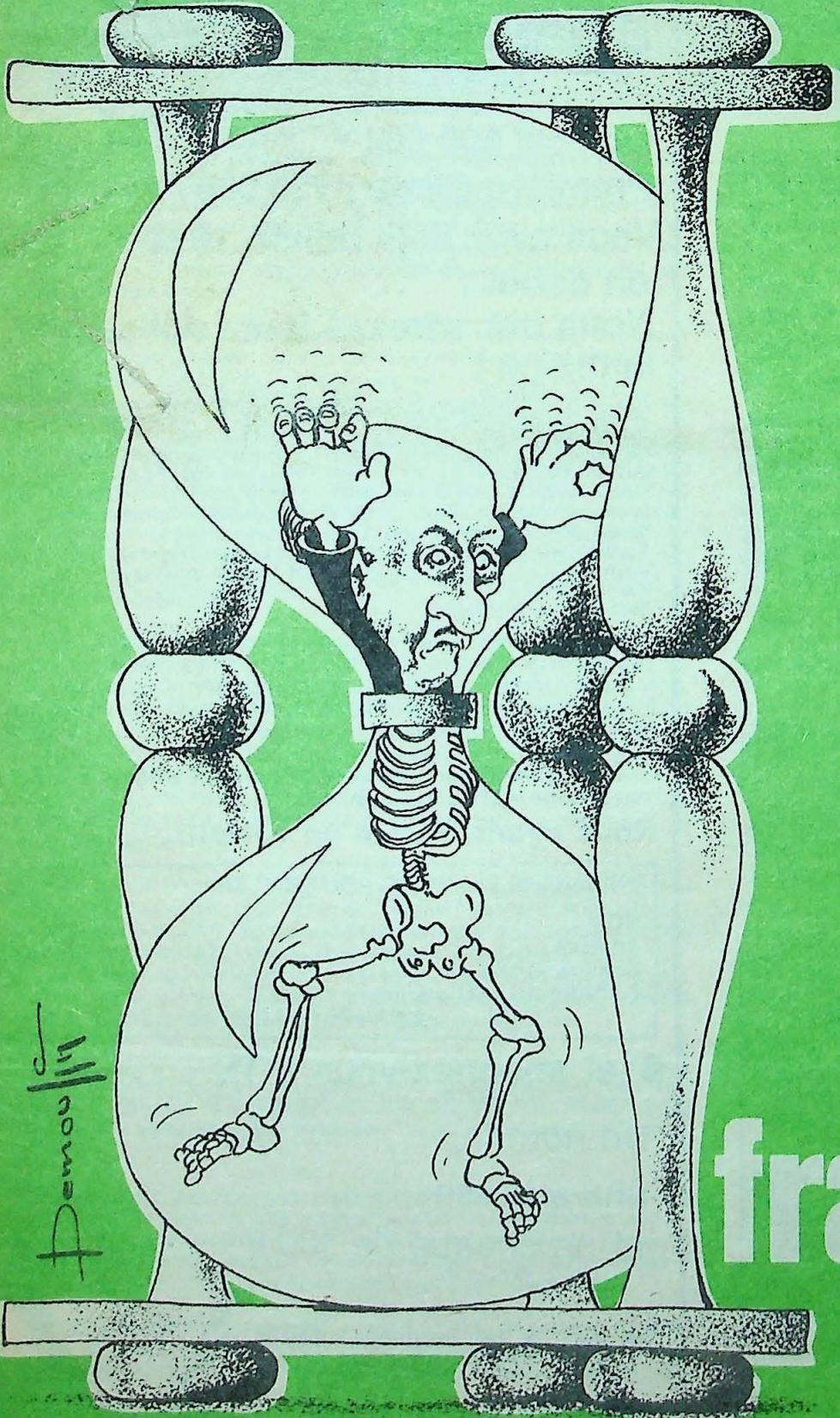


n° 679 du 22 au 29 novembre 1975 - 3 F 50
Hebdomadaire du parti socialiste unifié

tribune



socialiste



Franco est mort

que
crève
le
franquisme

Sommaire

POLITIQUE : PC, orthodoxie et autonomie	P. 4
Débat à France Nouvelle	
Les fruits d'un tête à tête	
et 5	
ARMEE : Syndicat de soldats	P. 6
ETUDIANTS : Le CNIL s'est constitué	P. 7
JUSTICE : Trois jours à peine	P. 7
SOCIAL : Les minables	P. 8
Le mai des assurances	P. 9
Le ghetto institutionnel	P. 10
DOSSIER EGLISE ET LUTTE DES CLASSES	P. 11
préparé par Yves Barou	à 14
VITICULTEURS : La bataille de l'Office des vins ...	P. 15
PORTUGAL : Lisbonne après le 11 Novembre	P. 16
ESPAGNE : Vers un compromis historique	P. 18
à l'espagnole	P. 18
ONU : La confusion des genres	P. 19
CINEMA : Les années de braise	P. 20
NOTE DE LECTURE : interview de G. MENDEL	P. 22
THEATRE : Ah Q	P. 23
SPORT : De la promesse à l'acte	P. 24

calendrier politique

● Meetings PSU : sur le Portugal.

- Le 4 décembre à Nîmes, avec Bernard Ravenel.
- Le 11 décembre à St. Etienne, avec Victor Leduc.
- Le 12 décembre à Lyon avec Victor Leduc.

● Week end santé les 20 et 21 décembre 1975 à Paris.

(9 rue Borromée).
Tous les camarades décidant de participer à ce week end sont priés d'écrire au Secrétariat National Santé pour recevoir les documents préparatoires.

● Gala de soutiens pour les travailleurs des assurances en lutte

A l'appel du comité de grève de la Paternelle, soutenu par la CFDT : samedi 22 novembre de 11 à 18 heures. Seront présents, des chanteurs, et des délégations d'autres entreprises en lutte. 85 rue Charlot 75003 Paris Salle E.Hénaff (Métro République)

● Gala de solidarité pour la résistance chilienne

A l'appel de l'Acila et du parti Socialiste Chilien. Il aura lieu le vendredi 4 décembre 1975 à 20 heures, au Palais des Sports - Porte de Versailles Paris 15e. Avec : S. Reggiani, M. Le Forestier, Paco Ibanez, C. Magny, J. Afonso, L. Viglietti, etc.



Direction politique : Gilbert HERCET - Alain TLEMCÉN

Comité de rédaction :
Victor FAY, Jean CEVENNES, André LAUDOUEZ, Maurice NAJMAN, Jean PATERNAT, Yves SPARFEL, Jacques THIBAUT, Jean VERGER, Corinne WELGER.

Rédaction : 566.45.64 - **Administration :** 566.45.37 - **Publicité :** REGIE-INFORMATION (770.40.18)
Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.
Cadet Photocomposition - 75009 Paris

Rédaction en chef : Philippe MARIÉLIE

Secrétariat de rédaction : Monique GRIMA

Maquette : Chantal LENDER

Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise CHAILLEUX

Dir. publ. : André BARJONET

9 RUE BORROMÉE 75015 PARIS

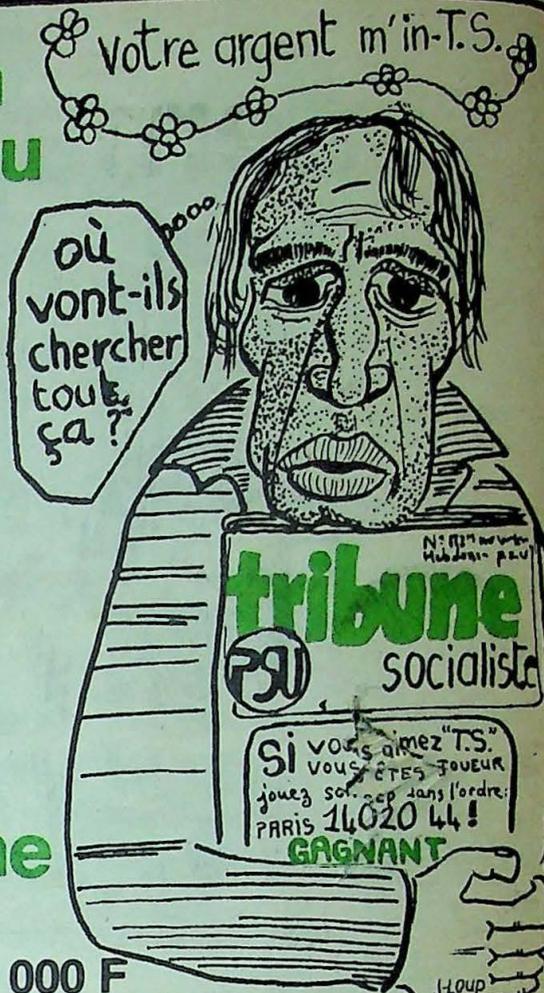
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande avec 3 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète.

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F

Sympathie.

Nous venons d'apprendre la mort de notre camarade Gilbert Tapouat (30 ans), secrétaire fédéral de l'Ain. Ses obsèques ont eu lieu à Châtillon-sur-Chalaronne le 19.11.75, en présence d'un membre du BN. Nous nous inclinons devant la mémoire de ce camarade qui fût un militant exemplaire, et un animateur particulièrement dynamique de sa fédération. Tout le parti s'associe à ses camarades, ses amis, pour présenter à sa famille, sa sympathie émue.

Pour un nouveau TS !!!
Soyez adroits, placez votre argent à gauche



Objectif 500 000 F

Première étape : 150 000 F

Vous avez déjà donné 16 559 F, c'est un début..

Nous ont adressé leurs dons cette semaine :

Section de Paimpol.	80 F	Section de Croix	50 F
Section de Joinville Hte. Marne	100 F	Section St Laurent Gaudvaux	400 F
Sympathisant Nice	40 F	Oullins, un sympathisant	50 F
Fédération de la Mayenne	200 F	6 sympathisants de l'Isère	280 F
Guy Coq Bagneux	40 F	Fédération de la Somme	420 F
Ivernel Paris 12e	200 F	Section de Salins les Bains	300 F
Section d'Antony	50 F	Sympathisant Thionville	30 F
Section Ales Auzonnet	50 F	M. Chenetier Paris 14e	50 F
Section Paris 15e	420 F	JM Laurent Vitry-sur-Seine	50 F
Anonyme	200 F	P. Fresson Savigny-sur-Orge	100 F
Haase Courbevoie	14 F	Sympathisant Saint-Gaudens	100 F
Section Paray le Monial	70 F		

Quelques sections ont demandé la non publication du nom des souscripteurs. Pourtant il nous semble normal que les camarades puissent constater que leur argent est bien parvenu au journal. Toutefois, si les personnes qui tiennent à garder l'anonymat le signalent lors de leur envoi, nous respecterons leur volonté.

Petites et grosses sommes mises bout à bout nous aideront à faire VOTRE nouveau TS.

Nous avons besoin de vous !!!

UNE AUTRE FAÇON DE SOUTENIR TS :

NOM :

Adresse :

Somme versée

à l'ordre du PSU « Soutien TS »

CCP - Paris 14020 44

● et abonnez-vous à TS...

Un nom :

une adresse :

et un chèque de 100 F

(pour 6 mois - 60 F - soutien 150 F)

TS 9, rue Borromée - 75015
CCP PARIS 5.826.65



l'internationale du chômage



C'est quelque vingt millions de chômeurs qui constituent, en apparence, l'enjeu du sommet de Rambouillet. A en croire les déclarations de Ford et de Giscard, ça va aller beaucoup mieux pour eux, puisque ces messieurs ont daigné se réunir à leur sujet. « *Le plus important, c'est que cette réunion ait eu lieu* » a laissé tomber notre Président, décidément inspiré en matière de banalité officielle depuis quelques temps.

◇ En réalité, on a beau éplucher à la loupe la déclaration finale et les compte-rendus, il est difficile de déceler ce qui justifie certains commentaires de presse qui parlent d'« espoir », quand ce n'est pas de « succès pour Giscard ». A moins qu'ils ne participent eux aussi directement à cette fantastique campagne d'intoxication de l'opinion mondiale, dont le grand spectacle organisé à Rambouillet constitue la manifestation la plus éclatante. Il s'agit de faire croire que, de façon concertée, les Etats en question réaliseront ce qu'aucun n'a fait seul : la lutte contre la crise. Répandre cette idée a son importance, compte tenu de certaines échéances politiques qui approchent, notamment des élections américaines, et il est déjà assez significatif que les partenaires des Etats-Unis viennent apporter cette caution à l'équipe de Gerald Ford.

Mais quelle démonstration concrète ont-ils donnée d'une telle volonté ? Des déclarations générales sur un retour à une plus grande libéralisation des échanges commerciaux pour 1977 ; et ce qu'il a été convenu d'appeler « un rapprochement des points de vue » des Etats-Unis et de la France sur le problème monétaire. Il s'agit, en principe, d'aller progressivement vers la stabilité des taux de change, donc vers l'élimination de ces fluctuations du dollar qui ont permis aux Etats-Unis, profitant de leur contrôle sur la monnaie de réserve, de compenser leur difficultés intérieures et extérieures au détriment de tous leurs partenaires.

Or, qu'en est-il précisément ? Pour l'instant, les banques centrales des USA, d'Allemagne fédérale et de France (d'autres ultérieurement) se concerteront pour « contrecarrer le désordre des marchés ou les fluctuations erratiques des taux de change ». On peut constater que ça ne va pas loin, car après tout, ce qui est désordonné et erratique n'arrange pas non plus les Etats-Unis. Par contre, aucun engagement n'est pris sur les conditions du retour à des parités fixes.

Un tel compromis équivaut à un ralliement — au moins provisoire — de la France aux exigences américaines. Il est vrai que Fourcade s'en félicitait en déclarant que cela vaut toujours mieux « que légaliser le flottement des monnaies ». On a les ambitions qu'on peut !

Pour le reste, sur l'énergie, la coopération internationale, les rapports avec les pays en voie de développement, rien d'autre que la réaffirmation des intérêts communs des pays capitalistes occidentaux et les couplets habituels sur le « développement harmonieux » dont les pays du Tiers-monde savent ce qu'il faut penser.

Il y a cependant deux conséquences à tirer de ce sommet. La première, c'est que, malgré les difficultés auxquelles ils se heurtent et bien qu'ils continuent (quoiqu'en dise Ford) à subir la crise de plein

fouet, les Etats-Unis ne se heurtent à aucune opposition sérieuse au maintien de leur hégémonie sur le plan monétaire. Même si la guerre commerciale entre pays capitalistes prend des formes aiguës, il n'est question pour aucun des protagonistes de mettre en cause un système dans lequel chacun espère pouvoir tirer les marrons du feu.

Bien plus, si Rambouillet a un sens pour l'avenir, ce ne peut être que le suivant : on va encore continuer pendant un bon moment à jouer au jeu dangereux de la crise, mais on se met d'accord pour utiliser ensemble l'armoire à pharmacie, s'il y a trop de casse : et cela ne peut pas se concevoir sans les Etats-Unis.

Car — et c'est la deuxième leçon — on ne voit pas ce qui va changer fondamentalement. « La tâche la plus urgente », paraît-il, « consiste à assurer le redressement de nos économies et à réduire le gaspillage de ressources humaines ». Comment ? En continuant comme avant ! « Nous avons la conviction que nos politiques actuelles sont compatibles et complémentaires et que le redressement est bien engagé ». On comprend qu'à ce degré d'application de la méthode Coué, nos grands dirigeants puissent être saisis de vertige et songent qu'il ne faut pas trop distendre les liens.

Dans ces conditions, le chômage risque de rester la toile de fond du monde occidental pour de longues années, d'autant plus que certains pays n'ont pas atteint le fond de l'austérité — c'est ce qu'annoncent Wilson, bien sûr, mais aussi Ceyrac. De même, il n'y a guère de progrès en perspective pour les pays en voie de développement, si ce n'est une contribution du Fonds Monétaire International au financement de leurs déficits extérieurs, c'est-à-dire, compte tenu de ce qu'est le FMI, une mainmise encore accentuée de l'impérialisme sur leur politique économique.

On retrouve ainsi au niveau international des questions analogues à celles qui nous sont posées en France. Devons-nous assister impuissants aux contorsions des hommes au pouvoir qui cherchent à reporter sur les travailleurs le prix de la crise pendant que le capitalisme mondial tente de rétablir sa puissance d'exploitation ? Faut-il admettre comme une fatalité historique la collusion de la droite et de la social-démocratie européenne, avec cet ultime recours américain qu'Aldo Moro venait par exemple chercher à Rambouillet ? Ou bien peut-on mettre d'autres forces en mouvement, et redonner au travailleurs l'initiative, y compris sur le plan international, et à tout le moins sur le plan européen ?

Il y a fort à faire. A quelques exceptions près, l'internationalisme dans le mouvement ouvrier européen n'est guère avancé, les affiliations internationales des grandes forces ne tiennent pas lieu d'une solidarité active et massive dans l'action anticapitaliste, au contraire. C'est pourquoi, il est urgent de rouvrir de nouvelles perspectives à cette échelle, en s'appuyant sur tout ce qui peut briser le carcan dans lequel ont été enfermées les luttes des travailleurs en Europe. N'en déplaise aux spécialistes des « voles nationales pour le socialisme », c'est à ce prix-là aussi qu'une victoire est possible.

Michel MOUSEL ■

PC : ORTHODOXIE

Le mouvement communiste international ne correspond plus à l'image traditionnelle d'un bloc monolithique dirigé de Moscou. Malgré les efforts déployés par le parti communiste d'Union Soviétique pour enrayer les tendances centrifuges qui s'y manifestent, celles-ci se développent. La publication successive de deux documents stratégiques communs, signés, le premier par les PC espagnol et italien, le second par le même PCI et le PCF, en est la preuve.

L'évolution de la situation internationale et des rapports Est-Ouest, la conquête d'une base de masse, le poids des situations particulières à chaque pays, tout cela a accéléré la mutation de nombreux partis communistes de l'Europe capitaliste. Cette mutation a parfois été lente et superficielle, parfois plus rapide et plus profonde.

Dans le cas du PCF, elle s'effectue avec retard, et ses effets sont réduits : les limites et les contradictions du débat engagé au PCF sur le phénomène stalinien le montrent. Les cadres du PCF ne sont pas prêts à revenir sur certains dogmes, sur leur conception très particulière de l'histoire, ni à remettre en cause le mode de fonctionnement de leur parti. A leur manière, en maintenant une certaine orthodoxie théorique, ils n'en affirment pas moins une certaine autonomie par rapport au modèle soviétique.

Le document préparatoire au 22e congrès du PCF s'inscrit dans cette démarche. Comme le précisait Jean Kanapa dans son rapport au comité central des 5 et 6 novembre, « il ne s'agit ni d'une résolution (où l'on fixe les tâches du parti pour la période immédiate), ni de thèses (approfondissement théorique)... ni d'un programme de gouvernement ».

Le texte du comité central n'offre donc pas de perspectives immédiates d'action : nous reviendrons sur ce point. Il constitue une sorte de récapitulation des orientations stratégiques et tactiques du PCF, un document faisant la synthèse entre le Manifeste de Champigny, le programme de gouvernement du PCF et le Défi démocratique.

On n'y retrouve rien de bien nouveau au niveau des affirmations de principe et de la perspective stratégique proposée par le PCF. Plus que le fond — bien connu — de l'alliance de toutes les classes et couches sociales antimonopolistes de la démocratie avancée, du passage pacifique au socialisme, c'est le ton, l'accent, mis sur certains aspects de ce projet politique, qui comptent. Face à la répulsion exercée par les régimes autoritaires des pays de l'Est sur de nombreux travailleurs, le PCF réaffirme longuement son programme de maintien et d'extension des libertés. Face aux aspirations autoges-

En marge de la préparation du 22e congrès du PCF :

Débat à France-Nouvelle

Une discussion, portant sur plusieurs problèmes fondamentaux, se développe dans l'hebdomadaire du comité central du PCF. C'est Jean Ellenstein qui l'a engagée dans un article paru sous le titre « la démocratie et la marche au socialisme ». Comme l'écrit la rédaction de France Nouvelle, cet article « est de nature à alimenter la réflexion du parti sur le problème des libertés. Sa portée, cependant, semble plus générale ». Ce « semble » est un euphémisme.

Ellenstein pose dans cet article les bases d'une redéfinition d'ensemble de la politique et de la pratique du PCF. En cela ses conclusions rejoignent celles du parti communiste italien ou du parti communiste espagnol. C'est Maurice Moissonnier, vieux militant du PCF, qui se charge sous le titre « démocratie et lutte de classe » de lui répondre et de faire entendre la voie de l'« orthodoxie ».

Ellenstein, en parlant de la « démocratie » dans la « marche » et la « construction » du socialisme, aborde plusieurs

questions : la nature du socialisme (et en particulier de l'URSS), la stratégie de lutte anticapitaliste, le problème de la « dictature du prolétariat », le rôle du parti communiste. Comme on le voit, tout un programme !

La première question n'est abordée qu'en pointillé : « les formes politiques ne procèdent pas directement de la formation économique et sociale qui en constitue le soubassement ». Pour qui sait lire, cette subtile distinction revient en réalité à condamner le « système politi-

que » édifié en URSS et dans les « démocraties populaires » sur la base d'une « formation économique et sociale » distincte du capitalisme. Ellenstein n'en dit pas plus, mais cette réflexion théorique sert de fil conducteur au reste de sa réflexion politique dont le centre peut être résumé par la citation suivante. « La révolution socialiste en Occident ne peut être qu'un processus de longue durée, longuement préparé par le prolétariat et réalisé selon des phases nombreuses et diverses fondées sur des processus démocratiques qui ne conduisent pas à des restrictions des libertés mais, au contraire, à leur expansion. La dictature du prolétariat ne peut, dès lors, que renvoyer à ce concept théorique dont parlait Marx. Elle ne constitue pas un objectif stratégique à moyen et même à long terme. Elle n'a pas, elle n'a plus, un rôle opératoire ».

L'auteur n'innove pas par rapport à l'orientation affirmée du PCF, quant aux « moyens démocratiques dans la marche au socialisme » (suffrage universel, participation aux luttes...). Il met simplement les points sur les i.

Alors pourquoi Moissonnier s'est-il cru obligé de répondre ?

C'est qu'en réalité Ellenstein en allant jusqu'au bout (c'est-à-dire en théorisant) de la pratique réformiste du PCF jette les bases ; en France, d'une orientation « à l'italienne » ou « à l'espagnole », n'hésitant pas, pour y aboutir (car c'est une des conditions) à affronter l'URSS et son parti communiste.

Moissonnier se contente de répondre à Ellenstein sur le terrain de l'orthodoxie : les libertés ne sont pas libertés « en général » ; elles sont une conquête de la lutte

de classe ; la dictature du prolétariat (même si sa forme doit être modifiée concède-t-il), comme la « violence », est « nécessaire » ; entre la démocratie bourgeoise et la démocratie prolétarienne, la différence est « foncière » etc. Généralités admises par tout marxiste et qui, pourtant, n'épuisent pas le problème.

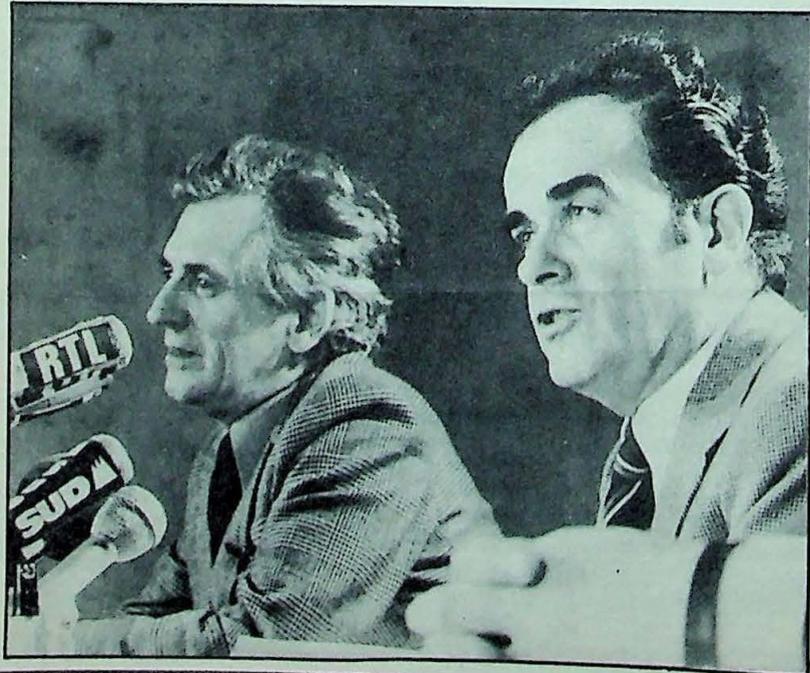
D'ailleurs Moissonnier à deux reprises montre le bout de l'oreille. « Ceux qui font l'impasse sur le rôle de la lutte de classe écrit-il (en s'adressant formellement à la défunte seconde Internationale mais réellement au très vivant Ellenstein) éliminent le moment subjectif essentiel : celui de l'initiative historique du parti » (souligné par nous). Moissonnier a certainement voulu citer Lénine, mais celui-ci parlait « d'initiative historique des masses ». Lapsus (?). Un peu plus loin, il nous explique qu'« un pouvoir coercitif de la classe ouvrière et de ses alliés » devra être « soutenu par de larges masses ». Chacun a compris. C'est le parti qui (au nom de la classe bien sûr) prend le pouvoir et qui exerce la « dictature du prolétariat » soutenu par les masses. Vieilles histoires en réalité.

Ni Ellenstein, ni Moissonnier ne sont capables d'imaginer une autre forme de démocratie et de liberté. Dans les luttes et dans la période de transition au socialisme. Cette démocratie-là, celle des assemblées générales, des comités de grève, des délégués élus et révocables à tout moment, ce pouvoir qui naît dans le processus révolutionnaire, le pouvoir des conseils de travailleurs a aujourd'hui un nom : autogestion socialiste.

Le débat ouvert dans France Nouvelle nous y ramène.

Maurice NAJMAN ■

R. Leroy et G. Marchais



ET AUTONOMIE

tionnaires, il insiste sur la participation ou le contrôle de la gestion des entreprises par les travailleurs (via les comités d'entreprise...), sur le caractère démocratique de la planification, sur la différence entre nationalisation et étatisation. Face à l'interprétation donnée par Mitterrand et le PS du Programme commun, il met l'accent sur les réformes de structures que ce programme prévoit. Tout cela donne au document un caractère souvent défensif et préventif.

Par contre, l'accent est mis avec force sur le rôle du PCF, sur sa nature de parti d'avant-garde, de parti révolutionnaire. Etant bien entendu que la voie révolutionnaire « de notre temps » c'est la voie légaliste pacifique d'accès au socialisme, le document oppose la transformation radicale de la société que le PCF offre comme perspective à l'aménagement de la société capitaliste auquel se limite la social-démocratie. Il met l'accent sur la lutte longue et difficile qui devra être menée pour que triomphe la classe ouvrière. Par ces affirmatives, il dessine, « en creux » plutôt que par des attaques directes (assez rares), le portrait d'un parti socialiste peu ouvrier, peu désireux de mener le combat à son terme, toujours tenté par la collaboration de classe.

Après avoir tenté, en juin 1974, de définir un « compromis historique » à la française avec les débris d'un mouvement gaulliste « voué à la décomposition », le PCF s'est aperçu qu'une telle alliance de

classe se ferait, non autour de lui, mais à ses dépens à travers une solution, soit d'union nationale, soit de centre gauche ou, de toutes façons, le PS jouerait le rôle décisif. Même si cette perspective n'apparaît plus comme devant se réaliser à court ou moyen terme, il a été amené à changer de tactique, en privilégiant son propre renforcement et en cherchant à reconquérir le terrain perdu au bénéfice du PS.

Il n'y a pas jusqu'à présent réussi. Il s'en faut de beaucoup ! Et les termes dans lesquels le débat du 22e congrès est lancé ne permettent pas d'entretenir un changement de cette situation. Le document du comité central mentionne bien que le PCF sera au premier rang dans le combat contre la politique du pouvoir et les conséquences de la crise... mais il n'offre aucune perspective de lutte précise, aucune proposition d'action unitaire adaptée à la situation. La réaffirmation du rôle décisif des orientations fondamentales du PCF reconfortera peut-être ses militants. Elle sera d'un faible secours pour les travailleurs affrontés à une situation économique toujours plus difficile et à un patronat résolu. Il ne suffit pas de parler à la classe ouvrière des lendemains qui chanteront, pour rendre plus favorables les conditions de son combat aujourd'hui.

François TURQUAN ■

Marchais - Berlinguer

Les fruits d'un tête à tête

Il faut situer la déclaration Marchais-Berlinguer dans le cadre des remous et des tensions qui se développent au sein du mouvement communiste international. Le PCI et le PCF ne veulent pas que leurs liens — plus ou moins étroits chez l'un et chez l'autre — avec le PC d'Union Soviétique entravent le développement de leur influence et la définition de leur politique. Le PC d'URSS n'a jamais renoncé à se comporter en pôle dirigeant du mouvement communiste international, malgré la dissolution du Komintern en 1943. Bien plus, comme le rappelait Victor Fay dans ces mêmes colonnes il y a deux semaines, les Soviétiques se sont engagés dans des manœuvres de reprise en main de plusieurs partis communistes, à travers des scissions — de fait ou de droit — (Finlande, Norvège), et réaffirment avec insistance, depuis plusieurs mois, leur hégémonie idéologique.

Malgré cette politique, ou contre elle, les tendances polycentristes se développent, à l'Est et surtout à l'Ouest. La réunion, en janvier 1974, des partis communistes d'Europe capitaliste, peu favorable à la politique du PCUS, est citée dans le document commun PCF-PCI. Celle de tous les partis communistes européens — pourtant d'actualité puisqu'elle doit se tenir dans les deux mois qui suivent, et lancée à l'initiative des Soviétiques — ne l'est pas. Ce n'est pas un hasard. Le document définit pourtant la plateforme — très limitée à l'illustration de la coexistence pacifique — qui sera celle du PCF et du PCI dans cette conférence, tout en réaffirmant « leur attachement à l'indépendance de chaque parti, au respect de la non-ingérence ».

Ni l'un, ni l'autre des deux partis n'entend sacrifier son autonomie au profit des intérêts soviétiques. Ils

font plus que cela ; de fait, ils définissent une stratégie commune, au moins dans ses principes fondamentaux. Cette stratégie inscrit la marche au socialisme « dans le cadre d'une démocratisation continue de la vie économique, sociale et politique ».

En termes clairs, il s'agit d'un passage au socialisme assuré par des moyens légaux, par l'utilisation des règles de la démocratie bourgeoise, et dans le respect des libertés, dont il est longuement précisé qu'elles seront respectées après l'accès au gouvernement des partis communistes. A l'occasion de remarques sur le Portugal et l'Espagne, cette stratégie est proposée comme un modèle applicable aux autres pays capitalistes européens. Ce modèle s'oppose directement au discours tenu par certains idéologues du PCUS à propos du Portugal. Il pose comme condition de la conquête du « pouvoir » et du passage au socialisme, la réalisation d'une large alliance de classes, n'excluant que le « grand capital monopoliste ».

A l'intérieur de ce vaste cadre idéologique, les questions de tactique restent dans le flou. Le PCI et le PCF ne pouvaient aller trop loin dans les précisions sans évoquer leurs divergences. Aussi, leur déclaration commune évoque successivement « le développement d'une coopération solide et durable entre communistes et socialistes qui constitue le fondement » de l'alliance de classes, puis les « possibilités grandissantes » de rencontre entre les communistes et « les forces ouvrières et populaires d'inspiration chrétienne ».

Aucune porte n'est fermée, mais l'existence de ces mentions témoigne, au-delà des règles d'usage dans la rédaction de textes communs,

des problèmes qui se posent en des termes différents, au PCF et au PCI.

Chez le premier, le virage de l'Union du peuple de France (juin 1974), puis la désagrégation de l'union de la gauche ont suscité des interrogations profondes sur le rôle du parti et sa politique que marque le document préparatoire au 22e congrès ; face à ces interrogations, la réaffirmation de la stratégie fondamentale du parti (la démocratie avancée), au-delà de ses modalités tactiques d'application, était nécessaire.

Chez le second, les dernières élections régionales ont bouleversé les données sur lesquelles se fondait la politique de la direction. En Italie, le PC ne représente plus une « force d'équilibre » permettant de colmater les brèches d'un régime politique en pleine décomposition, mais une alternative au « système » démocrate-chrétien. Le choix entre

le « compromis historique » et l'union de la gauche va se poser, non plus en tant que sujet de débat dans le parti, mais dans les faits, sous la pression de la volonté populaire.

Mais les problèmes du PCF et du PCI ne seront, à coup sûr, pas résolus par la double négation de l'hégémonie idéologique du PC soviétique, et de l'accès au socialisme par la voie révolutionnaire.

Dans les deux cas, on se trouve en présence de partis, certes dotés d'une stratégie et d'une tactique, mais rencontrant les plus grandes difficultés pour l'appliquer. Dans les deux cas, ces difficultés ne peuvent que provoquer, sinon certaines remises en cause, du moins des débats et des remous internes, que les révolutionnaires français et italiens devront suivre de près et dont ils devront tenir compte.

François TURQUAN ■

Berlinguer



Décidemment, l'initiative des soldats du 19^e RG de Besançon a vraiment marqué le lancement d'un débat de fond dans l'ensemble des forces politiques et syndicales. Actuellement, ce débat se manifeste par des prises de position en faveur de la section syndicale des soldats à l'intérieur des syndicats, soutien unitaire contre la répression (7 transferts de Besançon, un jeune appelé de Trèves condamné à 60 jours de prison...

Les textes que nous publions cette semaine témoignent de l'avancée de la réflexion. Un certain nombre de revendications mises en avant par le mouvement des soldats, comme l'exercice de droits démocratiques, le droit de s'organiser dans les casernes, le fait que le soldat reste un travailleur sous les drapeaux, le refus de la clôture de l'armée sur elle-même, le refus de l'armée de métier et la dénonciation des tribunaux d'exception que sont les TPGA s'y retrouvent. Cette avancée se fait sous la pression d'un double mouvement : celui des soldats qui, depuis l'appel des cent, s'impose par sa détermination et sa capacité de lutte unitaire à l'ensemble du mouvement ouvrier ; celui des militants présents dans les casernes qui pèsent de tout leur poids, et de l'expérience déjà acquise par eux dans le débat interne.

Les prises de position de Ch. Hernu entrent en contradiction avec celles d'un nombre important de militants du PS ; c'est qu'il ne s'agit plus d'un débat abstrait entre « spécialistes » de l'amélioration de l'armée bourgeoise pour assurer sa pérennité, mais d'une question posée concrètement et touchant chaque militant, présent ou non dans les casernes. Dans les syndicats, et particulièrement dans la CFDT, le mouvement actuel des soldats et le soutien effectif apporté par de nombreuses UL, permettent au débat de s'approfondir, et d'aborder la question de la forme même de l'organisation dont les soldats ont besoin.

Si jusqu'à présent, les organisations de jeunesse se sont peu manifestées au sommet, les prises de position locales montrent que leurs militants sont partie prenante de ces luttes et de ce débat.

Ces quelques textes sont donc la preuve que l'unité est possible. C'est bien au niveau de la lutte des soldats, et des objectifs qu'ils se donnent que se fait l'avancée décisive ; c'est à ce niveau là qu'il faut agir !

C'est également cette unité — la plus large possible — dans le soutien à la section syndicale de Besançon et contre la répression, et l'ampleur du mouvement des soldats qui seules peuvent actuellement faire hésiter Biégard et Bourges, et par ministres interposés, la bourgeoisie. Faire avancer cette unité, c'est concrètement faire avancer le mouvement des soldats et contribuer à la création d'autres sections syndicales de soldats, et c'est faire reculer la bourgeoisie. Ce sont là les enjeux actuels de notre soutien à Besançon.

Syndicats de soldats

● Strasbourg

Suite à la réunion du 12 novembre 1975, un projet de texte à l'ensemble de la gauche et du mouvement ouvrier a été proposé.

Ce projet de texte sera discuté et adopté définitivement Vendredi 14 novembre 1975 à la réunion des organisations mentionnées ci-dessous, plus celles qui voudront y participer, à 18 h 15 au 27, rue des Juifs.

Si vous ne pouvez participer à cette réunion, vous pouvez nous faire parvenir votre position sur ce texte, pour vendredi soir.

Le projet de texte est le suivant :

Les organisations soussignées s'élèvent contre l'inculpation de Bertrand Jullien, membre du bureau national d'IDS et contre l'arrestation de quatre appelés. Cette répression s'exerce contre les membres du comité de soldats du 19^e R.G. de Besançon, après que celui-ci se soit érigé en section syndicale.

Nous réaffirmons notre soutien à tous les soldats en butte à la répression de la justice militaire. La seule réponse du pouvoir aux légitimes revendications des soldats est la répression par la justice parallèle de l'armée, comme les TPGA et autres tribunaux d'exception.

Nous devons réagir face à la séparation entre caserne et lieu de travail que la bourgeoisie cherche à imposer pour faciliter l'utilisation des soldats comme briseurs de grèves.

Ni citoyens de seconde zone, ni briseur de grève, sous l'uniforme, le soldat reste un travailleur et doit pouvoir jouir des droits démocratiques les plus élémentaires accordés et garantis par la Constitution, à savoir la liberté d'information, d'expression et d'association. C'est pourquoi les soldats doivent pouvoir faire entendre leur voix par des formes qu'ils auront eux-mêmes choisies.

En tant que travailleur, le soldat doit

pouvoir garder le contact avec les organisations ouvrières qui le soutiennent, afin d'empêcher que l'armée soit coupée de la nation et que le pouvoir instaure une armée de métier, porte ouverte à une armée de type corporatiste et fasciste.

PS, PSU, CFDT, LCR, IDS, CLO, MARC, MRJC, CDA, Ecole émancipée, Etudiants socialistes.

● cheminots CFDT

Le bureau de l'union professionnelle régionale des cheminots CFDT des services centraux élève une protestation vigoureuse contre l'incarcération de l'un de ses adhérents ainsi que de celle de huit de ces camarades accusés d'avoir créé un comité de soldat sur la base aérienne de Cazaux dans les Landes.

Le bureau de l'union réclame le droit à l'expression individuelle et collective pour les soldats conformément au préambule des statuts de la CFDT qui affirme par ailleurs le respect de la dignité de la personne humaine.

Le bureau de l'union considère que la défense des libertés traditionnelles dans le mouvement ouvrier français doit se concrétiser par le soutien actif de tels comités par les organisations syndicales et politiques.

Bureau de l'union CFDT

● Besançon

La Constitution de la République est la loi fondamentale de notre société. Son préambule garantit à tous les citoyens l'exercice des libertés individuelles et collectives...

Les organisations soussignées constatent que l'exercice de ces droits élémentaires est totalement refusé au personnel militaire, qu'il soit appelé ou de carrière ; l'armée s'impose ainsi hors de la Constitution républicaine.

Cette situation permet de nombreux abus, notamment, à l'heure actuelle, la détention et l'interrogatoire prolongé de soldats dans des conditions qui bafouent les droits de l'Homme : arrestation sur simple présomption, mise au secret prolongée, refus de communiquer le nom des détenus, les motifs précis de l'arrestation, refus de tout contact avec la famille ou avec des tiers, etc.

Ces soldats n'ont même pas bénéficié des garanties minima qui sont accordées aux condamnés de droit commun (défense par avocat, jugement public, droit de visite et correspondance). De telles pratiques sont insupportables.

Nous exigeons que les militaires puissent exercer tous leurs droits de citoyens, notamment droit de réunion, d'expression et d'association, conformément aux dispositions constitutionnelles.

Nous exigeons, dans l'immédiat, que cesse la répression dirigée contre les militaires de carrière ou appelés, qui tente de faire valoir leurs droits.

Nous dénonçons l'arbitraire d'un gouvernement qui bafoue ouvertement la Constitution et brime les citoyens sous l'uniforme.

UL CFDT de Besançon, APF de Besançon et de Morre, sections de Besançon et de Saône du PS, section de Besançon du PSU.

● Blois

Monsieur le député-maire, les organisations soussignées... protestent :

— contre l'atteinte à la liberté d'expression que constitue l'interdiction de collage d'affiches, contraire à la loi française,

— contre un déploiement « extravagant » de moyens policiers à cette fin,

— contre les consignes arbitraires du ministère de l'Intérieur décrétant une sorte d'état d'exception en certaines occasions, hélas de plus en plus nombreuses,

— contre toute détention arbitraire,

— contre toutes les atteintes aux libertés d'expression dans les entreprises, les casernes, les services publics et toutes les formes de répression qui se multiplient de façon inquiétante dans notre département, tant de la part des pouvoirs publics que du patronat.

Afin d'éclaircir ces faits troublants qui constituent un nouvel incident fâcheux, afin d'obtenir l'assurance formelle que la liberté d'expression et d'affichage sera respectée, nous vous serions reconnaissants de recevoir une délégation des organisations soussignées le plus rapidement possible.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le député-maire, nos sentiments respectueux.

UL CGT de Blois, Union interprofessionnelle de Secteur CFDT de Blois, FEN, section de Blois du PC, du PS, du PSU, LCR, Groupe Libéraire de Blois, Groupe Vie Nouvelle, APF, Comité Larzac, MRJC, JOC, JOCF, JS, Comité de mobilisation de lycéens, Union de la jeunesse communiste révolutionnaire.



● bnp

Paris, le 14 novembre 1975

Télégramme de soutien adressé par le Conseil de la section BNP au Syndicat de Soldats du 19^e RG de Besançon :
SECTION CFDT BNP SALUE
CREATION SYNDICAT SOLDATS BESANÇON = APPROUVE SOUTIEN UL CFDT BESANÇON = ASSURE SOLIDARITE MILITANTE CONTRE TOUTE REPRESSION =

étudiants



Le CNIL s'est constitué

Un Collectif national d'initiative et de liaison, le CNIL, s'est constitué à la suite de l'appel du MARC pour son dépassement (voir TS n° 674). Il regroupe des délégués du conseil national du MARC, des étudiants du parti socialiste (dont l'ancien secrétaire des ES), du PSU, des élus étudiants (en particulier les présidents de la MNEF d'Amiens et de Pau) et dispose de contacts dans toutes les Universités de Paris et de France. Il définit ici son action et son rôle.

Le CNIL se donne une triple tâche : être un lieu de coordination des luttes étudiantes, un lieu de réflexion pour tirer le bilan des actions menées à l'Université, un lieu de débat pour la construction d'un puissant mouvement anticapitaliste des étudiants.

Un lieu de coordination...

Que ce soit sur leurs conditions de vie matérielle qui ne cessent de se dégrader, sur les problèmes du chômage qui touchent le diplômé de l'enseignement supérieur de la même façon que l'ensemble des travailleurs, sur les problèmes de la vie quotidienne à l'Université ou sur les problèmes de sélection et d'organisation absurde du système de formation capitaliste en France, les étudiants montrent chaque jour que leur combativité est forte. Cependant, les luttes étudiantes sont souvent isolées par le pouvoir et manquent d'une perspective globale et d'un lien avec d'autres luttes sur des problèmes identiques.

De nombreux groupes, associations, organisations étudiants existent et se situent dans une perspective convergente. Tout démontre — et les nombreux contacts que nous avons eus en réponse à l'appel du MARC le confirment — que des milliers d'étudiants sont prêts à confronter et à coordonner leurs luttes, leurs actions, leurs expériences militantes.

La vocation du CNIL, dont la structure sera souple, est de répondre à ce besoin.

... de réflexion...

Le mouvement étudiant est à un tournant de son existence. Depuis quelques années, un nouveau type de luttes apparaît : les étudiants ne se définissent plus comme une catégorie de privilégiés, mais comme des travailleurs en formation. Que ce soit dans les IUT, dans les facultés de médecine, dans les filières comportant des stages en entreprises, etc., les étudiants sont de plus en plus aux prises directement avec le patronat et son gouvernement. Cela amène les étudiants à placer leur combat dans une vision globale du système de formation et de la société toute entière. Le CNIL a pour vocation de rassembler toutes les propositions offensives des étudiants pour élaborer, en lien étroit avec les organisations de travailleurs (en particulier avec les organisations syndicales) un projet éducatif.

... de débat

Le CNIL se situe dans la perspective de construction d'une organisation syndicale de masse, seule capable d'assurer des victoires significatives face au pouvoir et au patronat. Les militants étudiants, quant à eux, ont compris les enjeux, en répondant favorablement à l'appel du MARC, et ils sauront prendre leur place dans la dynamique du CNIL, notamment en essayant d'associer le plus largement tous les étudiants qui se retrouveraient en accord avec les perspectives qu'il a définies.

Stéphane LYLAN ■



l'inculpation
de M. Planche



Trois jours à peine

L'affaire n'aura pas traîné. Joseph André Planche, chef d'une entreprise de construction de travaux publics à Vichy, inculpé d'homicide involontaire après la mort accidentelle d'un de ses ouvriers, ne sera pas resté longtemps sous les verrous. Trois jours à peine.

Comme lors de l'affaire Chapron, les pressions conjuguées du pouvoir et du patronat auront permis sa mise en liberté rapide. Comme le notait sans sourire le procureur de la République de Moulins, les choses ont été menées avec « diligence ». Et de toutes façons, nous explique-t-on, rien ne prouve que M. Planche est coupable de quoi que ce soit.

Chacun semble avoir oublié que ce même chef d'entreprise a été déjà condamné au mois de juin dernier à 1 500 francs d'amende pour un autre accident mortel, et que depuis 1973 l'inspection du travail lui a dressé quatre procès-verbaux pour non-respect de la législation en matière d'hygiène et de sécurité.

En fait, cette libération en elle-même n'a rien de scandaleux. Tout le monde s'accorde à dénoncer les lenteurs des procédures d'instruction en matière pénale. Ce qui est inacceptable, c'est que des mesures d'exception soient prises en faveur d'un patron pour qu'il soit libéré dans les plus brefs délais alors que, dans le même temps, près de 15 000 personnes, des jeunes pour la plupart, croupissent en prison en détention provisoire. Ce qui est inacceptable, c'est qu'un juge d'instruction qui essaie d'exercer son métier subisse des pressions de toutes parts.

« Nous en sommes à nous demander, expliquait lundi dernier le CNPF, s'il n'y a pas une machination politique d'un groupe de magistrats contre les chefs d'entreprise. Tout se passe comme si on essayait de déguster les chefs d'entreprise d'exercer leur métier ».

Toutes les mass-media nous disent que les ouvriers se sont mis en grève pour demander la libération de leur patron, et crié « sans patron, pas de travail ». Mais on apprend que ce ne sont que 150 travailleurs sur 250 qui sont en grève, que les trois quarts des ouvriers sont immigrés — ce qui peut expliquer bien des choses —, les journées de grève seront payées (tiens, tiens, de quoi faire des jaloux !...); les cadres ont exercé de fortes pressions sur les travailleurs; l'entreprise peut très bien fonctionner sans le patron (contrairement à ce qui est dit) car il reste le frère de M. Planche qui est directeur.

Il faut donc savoir de quelles machinations politiques il s'agit !...

Jean Lecanuet de son côté, sous les pressions d'une opinion publique qui accepte de moins en moins sans rien dire les accidents du travail, a procédé à quelques reculades. C'est le sens d'une de ses déclarations. « Il est bon que des magistrats explorent résolument les secteurs nouveaux de la délinquance et du contentieux des affaires ». Mais, dans le même temps, il pose les limites de cette évolution. « Le magistrat doit rester indépendant et ne pas confondre la justice avec ses idées politiques ». Comme si aujourd'hui les magistrats nommés et notés par le pouvoir étaient indépendants...

En fait, la cible de toutes ces attaques est le Syndicat de la magistrature (à l'origine des débats actuels au sein de la justice). M. Claude Gerbet, député indépendant, en apporte la meilleure preuve lorsqu'il déclare, « les syndicats n'ont pas plus leur place dans l'armée qu'ils ne peuvent l'avoir dans la justice ». Aussi le Syndicat de la magistrature se trouve-t-il soumis à toute une série d'accusations visant à moyen terme à remettre en question son existence. Ces attaques risquent fort de redoubler à l'occasion de son prochain congrès dont le thème est « Justice et Travail ».

Il s'agit donc de soutenir activement ceux qui se servent de la loi pour défendre les travailleurs, n'en déplaise à ceux qui l'ont écrite !...



Les minables

Face à l'offensive ouvrière qui a marqué ce début de novembre, notamment dans le secteur public et nationalisé (conflit Air-France, grèves des 5 et 6 novembre à EDF-GDF, à la RATP, aux PTT, à la SNCF), les patrons et le gouvernement se défilent.

Les journées d'action CFDT-CGT de septembre et d'octobre avaient posé le problème de la retraite à 60 ans pour tous. Le gouvernement y répondait, lundi, par des demi-mesures qui ressemblent à un défi, tant elles sont, pour reprendre les termes de G. Séguy, « minables ». L'avant-projet de loi de Durafour sur le droit à la retraite à 60 ans de « certains travailleurs manuels » est scandaleux. Ne pourraient en bénéficier que ceux qui auront cotisé pendant 43 ans à la Sécurité Sociale et qui auront fait un travail pénible au moins cinq ans (travail à la chaîne, au four) dans les quinze dernières années. Ce départ à la retraite ressemble fort à une prime à la mort pour bons et loyaux services rendus au capitalisme et à sa crise.

une prime à la mort

Trouvez-en, vous, des ouvriers parmi les 800 000 qui, entre 60 et 65 ans, puissent répondre à des conditions aussi draconiennes ? Il y en a seulement 6 % selon les calculs de la CGT.

De plus, ces mesures ne laisseraient aux travailleurs qu'une pension misérable (50 % du salaire plafonné au seul titre de la Sécurité Sociale) alors que la CFDT notamment réclame depuis longtemps une pension égale à 80 % de la rémunération globale des dix dernières années dès l'âge de 60 ans et un minimum de 1 400 F par mois. En fait, ces mesures ne concerneront pour l'essentiel que des travailleurs qui sont déjà en état de prétendre à la pré-retraite à 60 ans pour inaptitude grâce à laquelle ils trouvent des conditions plus avantageuses.

Les mesures sont de l'ordre des farces et attrapes. Elles n'attraperont pas les travailleurs. Encore une fois, le pouvoir reprend à son compte les propositions patronales, et notamment celles de Chotard, vice-président du CNPF.

où vont les crédits ?

En effet, ce dernier dans une interview à La Croix (4 novembre) proposait la solution aujourd'hui présentée par Durafour, partait en guerre contre la classe ouvrière en menaçant de ne pas renouveler l'accord du 1er juillet sur indemnisation du chômage partiel, et finissait par traiter les chômeurs de fainéants en déclarant que « le travail et le non-travail bénéficient aujourd'hui des mêmes garanties ».

Or, l'investissement stagne et le

chômage augmente : 10 % seulement des crédits-cadeaux prévus pour l'investissement dans l'industrie, injectés par le pouvoir lors du plan de relance, ont été utilisés. Par ailleurs les sources officielles ont été obligées de signaler que le cap du million de chômeurs était atteint :

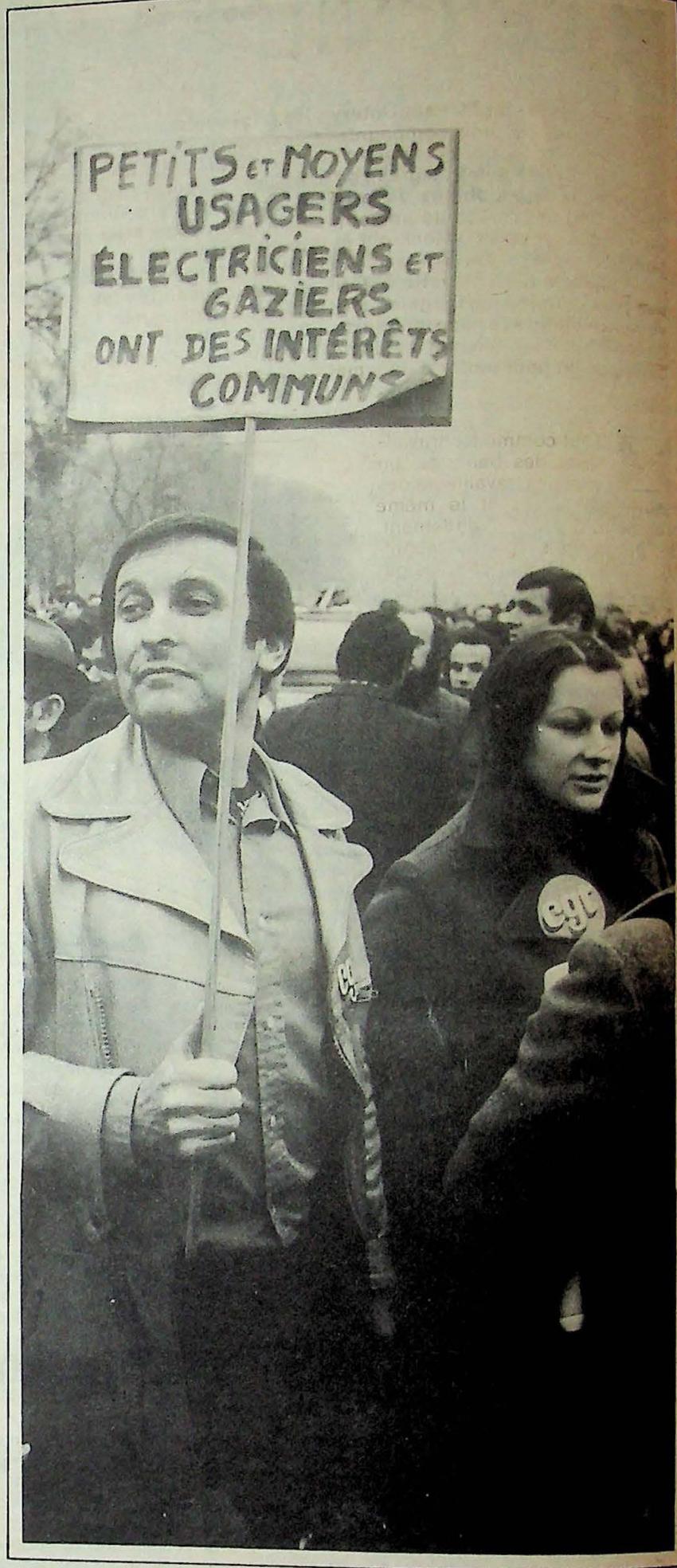
Les accidents du travail se multiplient (coup de grisou à Méricourt), les patrons du bâtiment manifestent pour l'un des leurs, inculpé pour assassinat d'un ouvrier à Moulins. Dans le bâtiment, selon les chiffres de la fédération Construction-bois de la CFDT, il y a eu, pour 1 850 000 salariés, 824 ouvriers tués et 33 871 accidents graves. Alors, messieurs les patrons, un peu de pudeur ! Votre trouille de voir vos collègues en prison doit bien avoir quelque fondement, puisque le sinistre Rolland, député-maire de Moulins (UDR), a eu l'idée d'avouer « qu'avant 10 ans, tous les patrons de France seront en prison ». Quel aveu à contrario de leur culpabilité ! Faudrait-il que les patrons puissent bénéficier, comme à l'armée, « du 6 % de perte en vie humaine » au service du capital, de la croissance, du chômage ? C'est une suggestion que certains coquins de députés pourraient bien reprendre à leur compte.

Devant cette attitude de classe de plus en plus agressive, les grèves ne peuvent que durcir. Un indice : les conflits du secteur public. La garantie du 2 % minimum de progression du pouvoir d'achat, obtenue en 1969 par un accord contractuel, fait figure aujourd'hui de papiers poussiéreux. Mais d'autres raisons de colère se sont ajoutées et, plus précisément, les hausses de charge de travail, conséquences des réductions d'effectifs.

Que les gaziers et électriciens aient utilisé leurs camionnettes de service pour, vendredi dernier expliquer aux usagers que de mauvaises conditions de travail entraînent de mauvais services publics, démontre un pas en avant dans la prise de conscience. Il en va de même aux PTT dans la lutte pour le samedi libre. Le service public prend de plus en plus de coups dans l'aile. A Air France, les pistes ont été bloquées.

Le face à face avec les minables continue. Encore faudrait-il que le débouché à ces conflits ne soit pas à chaque fois une matraque de CRS, mais un véritable débouché politique.

Y. SPARFEL ■



Social en bref...

● Saviem-Limoges : dehors, les militants !

Jean-Pierre Dupouy, secrétaire du syndicat CFDT de la Saviem-Limoges, était un militant gênant. Trop « dur », trop actif. Il fallait s'en débarrasser. C'est fait. Le vendredi 7 novembre, il a reçu sa lettre de licenciement pour... « production insuffisante ».

L'inspecteur du travail a fait ce que le pouvoir et la Saviem attendaient de lui : « licenciement accepté ». Oh certes, en petit comité il a reconnu que la Saviem visait le militant syndical et non le travailleur. Mais, lui, a reçu une promotion...

Plusieurs arrêts de travail et manifestations ont eu lieu pour protester contre cette répression syndicale.

Pour sa part la fédération de la Haute-Vienne du PSU a appelé à une réunion unitaire de soutien (partis de gauche et syndicats).

● La CFDT-ANPE et les comités de chômeurs

Le syndicat CFDT de l'ANPE, à l'occasion de son congrès, a fait connaître sa position sur les comités de chômeurs.

« L'atomisation des chômeurs, la culpabilité qu'entraîne leur condition, les différents statuts les séparant, l'absence de tradition de lutte, constituent pour nous les freins objectifs à leur organisation. L'attitude sectaire de notre confédération ainsi que celle de notre alliée CGT pouvant se résumer à « chacun des chômeurs » ne nous paraissent pas être de nature à favoriser et à aider à cette organisation.

« Le syndicat CFDT-ANPE demande :

— l'organisation des chômeurs dans une structure de regroupement unitaire ouvert à tous, syndiqués ou non, seule structure pouvant permettre le développement d'un mouvement de masse,

— la prise en compte par notre confédération d'une campagne nationale por-

le « mai » des assurances ?

Mercredi dernier les flics sont intervenus pour expulser les grévistes de la Paternelle, une compagnie d'assurance qui fait partie du Groupe de Paris, qui occupaient le hall d'entrée. Ils ont récidivé vendredi. Les dactylos en grève se sont alors dispersés dans tous les bureaux et ont obtenu de la quasi totalité du personnel (2 000 personnes) une solidarité immédiate. Un débrayage a eu lieu. La direction improvisait un lock-out et fermait les bureaux pour le restant de la journée. Après une assemblée générale, 1 500 personnes ont manifesté rue Lafayette à Paris où sont concentrés les sièges des plus grandes compagnies d'assurances parisiennes. Le mouvement s'étend avec des formes de luttes nouvelles dans ce secteur du tertiaire. Pour l'instant les dactylos continuent. Comme pour les banques, on peut parler d'un « mai des assurances ».

✠ Tout comme les travailleurs des banques, en effet, les travailleurs des assurances subissent le même processus infernal du rendement, des petits chefs, d'une « technique » (informatique) dont les patrons veulent qu'elle les dépasse. La division entre tâches nobles et moins nobles bat son plein, doucement entretenue par un encadrement généralement ultra-réactionnaire... La répression, quant à elle, s'abat en choisissant les proies les plus faciles que sont les militants isolés ou montant des sections syndicales (SCM, GECO) avec la complicité des organisations minoritaires telles que FO ou encore catégorielles (CGC).

« vous êtes de pauvres filles »...

A la Paternelle (voir TS du 25 octobre) où une lutte dure s'est engagée le 13 octobre 1975 dans deux pools dactylographiques (1), la direction générale insulte ouvertement les grévistes « vous êtes des pauvres filles » et qualifie la CGT et la CFDT « d'éléments manipulés », « irresponsables ». Là aussi, la répression s'abat, et la direction emploie le même langage que la CGSI (réplique de la CFT) et que la CFTC (« connaissant l'intention clairement proclamée par des partis politiques de faire des entreprises un terrain d'élection des affrontements doctrinaux »).

Réponse des travailleuses : élargissement de la grève ; trois autres services entrent dans la bagarre. La direction ne lésine pas sur les moyens et engage une procédure auprès du juge des référés pour obtenir l'expulsion des grévistes. Le juge Reynaud ne



suit pas et la direction est déboutée. De plus un médiateur est désigné. Le bulletin quotidien des grévistes rédigé par la commission information rend compte de l'audience.

Toutefois tout le monde a conscience qu'un jugement favorable n'a jamais obligé les patrons à céder ; aussi la lutte se durcit. Toutes les commissions tournent et des délégations se rendent dans les autres boîtes d'assurances. La solidarité s'or-

ganise et des collectes ont lieu dans les entreprises. Le syndicat CFDT tient une place active dans la popularisation et l'organisation où les grévistes ont pu débattre de leur lutte avec d'autres sections syndicales CFDT.

... qui savent ce qu'elles veulent

Mais il ne faut pas seulement s'attacher aux côtés purement

commissions « afin que les gens soient ensemble ».

C'est donc une contestation plus profonde que celle liée aux salaires. Les propos des dactylos sont éloquentes. « Les filles étaient divisées entre « grandes » et « petites ». Les « grandes », c'étaient celles qui faisaient le plus grand nombre de lettres par jour. Parfois, on était appelé dans le bureau du chef de division qui nous disait : « vous travaillez bien, maintenant, vous êtes une « grande »...

revendicatifs de cette lutte mais voir aussi les formes d'organisation que se sont données les grévistes : elles ont pris leur problème en mains.

Dès le début de la grève, des commissions ont été créées (femmes, actions, information, etc.). Toutes les décisions sont prises en assemblée générale. Quand les trois autres services se sont joints au mouvement, le premier souci des sections CGT et CFDT a été de les intégrer aux

tenez, voici 15 F d'augmentation... » En plus, il fallait dire merci. Toutes ces divisions, il a fallu que nous les surmontions progressivement. En discutant entre nous, pendant les pauses. Ce n'est que lorsque nous avons pu constater que nous étions toutes d'accord sur ce qui n'allait pas, que nous avons pu passer à l'action. »

F.D. WINCKLER ■

(1) Elles veulent une augmentation de 150 F pour toutes, pas de salaire inférieur à 1 800 F, une cinquième semaine de congés payés, et le paiement des jours de grève.

tant sur l'organisation des chômeurs, sur ces bases, qui permettrait de faire le lien entre travailleurs en activité et travailleurs sans emploi,

— le développement de ce mouvement devrait partir d'une plate-forme regroupant les revendications spécifiques des chômeurs (indemnisation, moratoire sur les loyers, les traites, etc.) et les revendications centrales du mouvement ouvrier (retraite, 40 h par semaine, etc.), permettant ainsi d'affirmer et de rendre permanent le lien entre chômeurs et travailleurs en activité ».

● Le journal des chômeurs

Le journal des chômeurs vient de paraître à l'initiative des commissions entreprise de la région parisienne. Il a quatre pages et pour sommaire la circulaire ANPE sur les radiations, l'interview du comité de chômeurs de Massy, les autoréductions, le droit des chômeurs. Il faut le faire connaître, le distribuer. Il est disponible à la fédé. Venez vite le prendre.

● Toul : un patron s'enfuit.

Les travailleurs des Meubles de style de Toul sont maintenant en lutte depuis un mois pour sauvegarder leur emploi. Le patron a en effet pris la fuite, abandonnant son entreprise. Après les promesses du maire UDR de Toul, Monsieur Gossot, et celles du préfet Rochet pour régulariser la situation des Meubles de style français, après les démarches à l'ANPE et les occupations de l'Assedic, il ne semble pas qu'une solution rapide et concrète soit envisagée par les autorités compétentes. Les travailleurs savent désormais qu'ils n'ont plus rien à attendre des promesses faites en haut lieu et ne comptent que sur leurs propres forces. Comme leurs camarades de Lip, Manuest, Annonay, etc., avec la CFDT, ils occupent leur entreprise et espèrent prochainement remettre en route leur outil de travail.

Pour un soutien effectif et une popularisation importante, un comité de soutien groupant les organisations locales PCF, PSU, PS, CGT, CFDT, JOC et le PCR (ml) de Nancy, s'est créé lundi 10 novembre. Fort du soutien de ce comité, les grévistes ont organisé dimanche 16 novembre une journée porte ouverte à laquelle de nombreux travailleurs de la région toulousaine ont participé.



Le ghetto institutionnel

La lutte, difficile, des travailleurs immigrés et français de la Blanchisserie de Pantin, celle menée dans les foyers Sonacotra de la région parisienne prouvent que, malgré le silence fait autour d'eux, les travailleurs immigrés engagent courageusement des actions pour échapper au ghetto institutionnel dans lequel veulent les enfermer le pouvoir et le patronat.

◆ L'encadrement systématique, policier et parapolice, de l'immigration est définitivement acquis à travers une procédure d'entrée et de séjour en France bien rodée. Les bureaux de l'Office national de l'immigration (ONI) sont les agents recruteurs du patronat. Eux seuls peuvent en effet déroger aux décrets stoppant l'immigration. En France, les travailleurs immigrés ne peuvent que se conformer aux instructions du ministre de l'Intérieur qui, de Marcellin en Poniatowski, n'a rien changé de ses méthodes, si ce n'est une plus grande finesse dans le filtrage. Dans cette situation, le ministre du Travail et le secrétaire à l'Immigration ne sont que les exécutants d'une illégalité de fait. Combien d'expulsions clandestines, combien de jours, de mois, d'années d'emprisonnement pour avoir simplement réclamé ce qui est dû ?

La mise en fiche des travailleurs immigrés ne se fait pas seulement dès le pays d'origine. Toute une frange du capitalisme — petites et moyennes entreprises, secteurs plus ou moins saisonniers — et des administrations publiques « s'approvisionnent » en main-d'œuvre par les voies traditionnelles de l'immigration clandestine. Ce que l'extrême droite et la droite dénoncent haineusement sous l'expression d'immigration « sauvage » vient de leur rang, c'est-à-dire des classes moyennes d'où elles tirent leurs principales forces racistes et fascistes.

Ainsi, des centaines de milliers d'immigrés vont et viennent au gré d'emplois recueillis par des officines dont le gouvernement a pourtant reconnu plusieurs fois l'illégalité. Ces emplois ne sont jamais décrits avec précision : salaire, conditions de travail, qualification, durée : c'est « à prendre ou à laisser ». « Laisser », cela veut dire se retrouver à la rue, sans aucun justificatif, sans aucune pièce. Cela veut dire se retrouver au mieux à la frontière, au pire, en prison. Sans parler des violences physiques et des assassinats.

Non à l'expulsion d'Arfaoui

Bechir Arfaoui est un militant ouvrier immigré tunisien syndiqué à la CFDT. Le ministre de l'Intérieur veut l'expulser et le fait passer devant la commission d'expulsion le 5 décembre prochain. En France depuis 1971, il a partagé le sort de tous les immigrés, mais sans se résigner, participant notamment aux luttes (Ménilmontant, 1973), militant pour l'unité de classe entre Français et Immigrés (Larzac, Lip...). Il s'est dressé contre les violences policières en août dernier à Barbès. C'en était trop. Un comité de défense s'est formé : adresse : 37 bis rue des Maronites, 75020 PARIS.

Face à cet isolement, que font les syndicats ouvriers ? La CFTC, la CGC, FO se désintéressent de la question. Pour le moins officiellement car parfois à la base le racisme s'exprime assez ouvertement. Pour leur part, CGT et CFDT adressent lettre sur lettre à Paul Dijoud, le secrétaire à l'Immigration, pour protester contre ses décisions et réclamer des négociations. La CFDT tente par ailleurs de faire prendre en charge l'étude de la situation par la Confédération européenne des syndicats (CES). Or, cette dernière est majoritairement aux mains de syndicats qui participent à la gestion de la crise capitaliste, en Allemagne, Hollande, Grande-Bretagne, plus ou moins activement et sur les bases de la défense prioritaire des travailleurs nationaux. Cette attitude est en contradiction avec toute une série d'actions positives menées dans la CFDT pour regrouper les immigrés et aider leur lutte pour les droits les plus élémentaires.

Les perspectives officielles sont donc assez limitées. De plus, l'important travail d'explication sur l'unité de la classe ouvrière (**Français et Immigrés : même patron, même combat**) engagé il y a quelques années sous la pression des immigrés eux-mêmes, de la gauche syndicale, de la gauche révolutionnaire, est trop souvent abandonné. Il est grand temps de le reprendre et de soutenir davantage les luttes dans lesquelles sont impliquées des travailleurs immigrés.

Michel CAMOUIS ■



Messieurs, les banquiers vérifiez vos agios !!!

Les révélations que nous publions dans cet article nous ont été transmises par un directeur d'agence qui a un aperçu précis des procédés de groupes bancaires privés.

◆ La banque distingue les débiteurs autorisés et les autres. Pour les premiers, ceux qui ont du répondant ou de la « galette au soleil » comme on dit dans le milieu, la banque accorde des avances en compte selon un taux d'intérêt normal, ou même préférentiel si le débiteur a « les reins solides ». Pour les autres, ceux à qui on ne permet pas d'être à découvert, elle applique un taux de pénalité nettement supérieur.

La combine

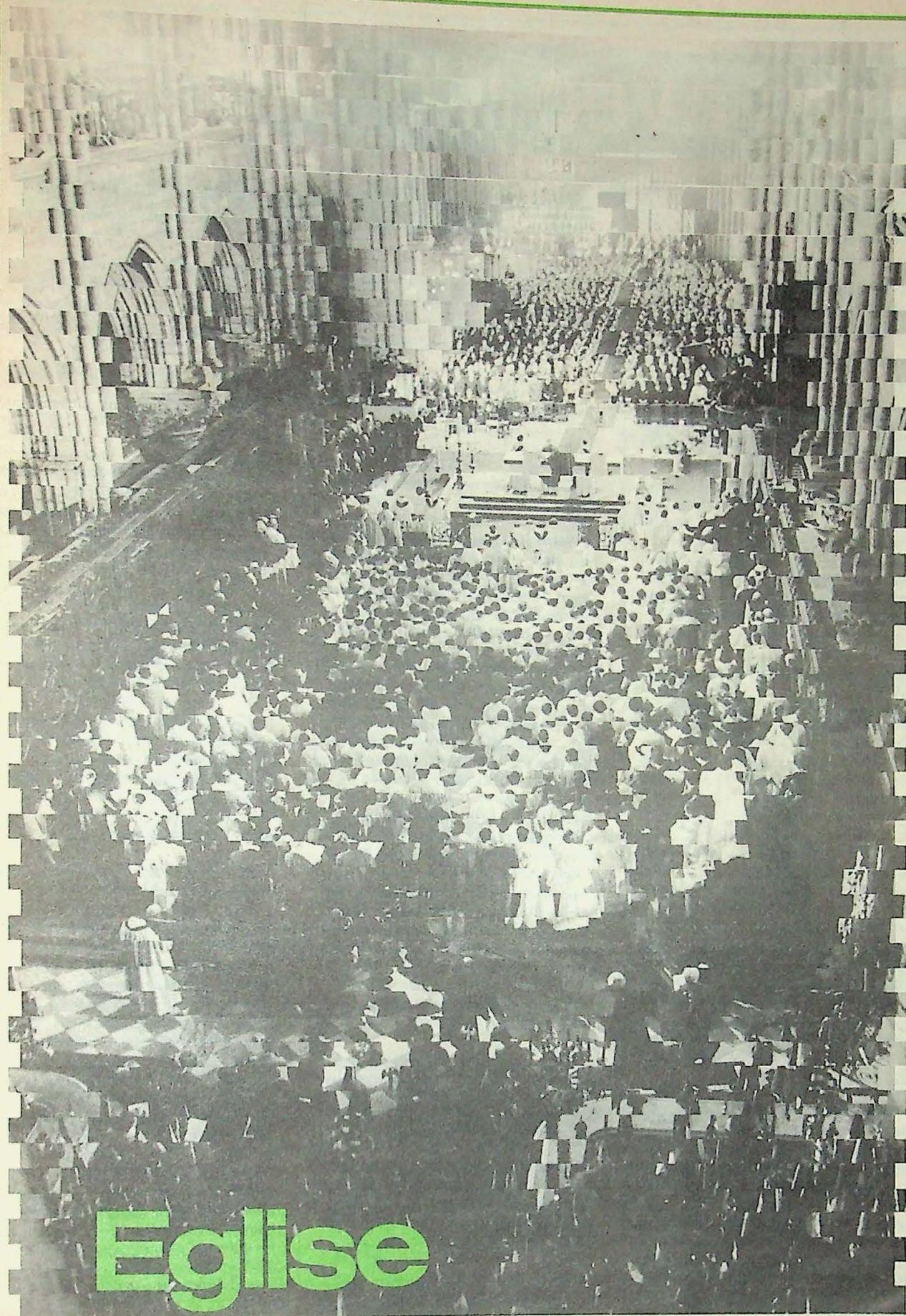
Au-delà de cette facturation légale, il existe un procédé hypocrite et scandaleux, couramment utilisé, qui consiste à incorporer dans les agios de ces petits débiteurs non rentables des frais abusifs sans limite. Le cynisme peut même aller, lorsqu'il s'agit de clients non informés sur les questions bancaires (les immigrés, certains travailleurs), jusqu'à afficher ces exactions sur leurs relevés, sous l'intitulé « frais » tout simplement. Ce vol, en s'échelonnant sur une série de petits épargnants, y compris les commerçants et artisans, peut atteindre des sommes considérables.

Après avoir supputé les profits potentiels offerts par la mensualisation des ouvriers, les banquiers ont fait pression pour faire ouvrir des comptes aux travailleurs. Ils ont fait une publicité délirante et tapageuse et ouvert des permanences dans les usines. Les prospecteurs portaient en « commandos de démarche ». Mais l'enfer est toujours pavé de bonnes intentions. Aujourd'hui, les experts jugent ces petits épargnants d'une rentabilité insuffisante et tentent une politique de l'assommoir pour les obliger à placer leur argent ailleurs.

L'épargne des ouvriers

Les tripotages financiers, bien que fréquents, sont partie de l'outillage secret envoyé sous pli aux directeurs d'agence par la direction générale des banques privées. Ces méthodes, camouflées au nom du secret professionnel, relèvent de la justice et elles devraient être mises à nu par des organismes publics tels que le Conseil national du crédit (CNC), la Commission de contrôle des banques ou l'Association professionnelle des banques. Le CNC est présidé par Fourcade, animé par le gouverneur de la Banque de France et, parmi ses 45 membres, les représentants des travailleurs sont marginaux. L'intérêt des petits épargnants passe donc au second plan.

Il faut informer les travailleurs et exiger dans le cas où le montant de certaines facturations semble abusif, « l'échelle des agios ». Ce document comptable officiel peut être exigé par les intéressés pour vérifier si le calcul du banquier est exact. « Seuls les bônés peuvent faire confiance sur parole » disait Lénine.



Crise de l'Eglise,

marxisme et christianisme

Quels sont les signes et quelles sont les causes de la crise de l'Eglise ? Les positions des chrétiens socialistes face au marxisme... Le marxisme est-il un athéisme ? Marxisme et foi sont-ils contradictoires ?

Tels sont les thèmes du débat organisé par le Centre populaire de formation socialiste, le mercredi 26 novembre à 20 heures 30 à Paris, salle de la Mutualité, 24 rue Saint Victor (Métro : Maubert Mutualité). Avec Paul Blanquart, Jean-Marie Demaldent, Jean Guichard, Guilio Gerardi, Victor Leduc, Jacqueline Marchand, Philippe Warnier.

Participation aux frais.

Comportements religieux ?

Le PCF s'intéresse depuis longtemps aux chrétiens... avec moins de succès, d'ailleurs, que le PS qui a largement recruté dans ces couches au cours des mois précédents. Mais l'un comme l'autre se gardent bien de développer une critique du comportement religieux.

C'est que cela risquerait de remettre en cause leur conception même de l'action politique, de faire apparaître que les partis peuvent aussi fonctionner comme sociétés religieuses : appareil possédant la vérité et empêchant recherche et critique ; dogmes enfermés dans des formules figées et références incantatoires ; sociétés initiatiques secrétant un langage propre compréhensible de l'intérieur uniquement : infaillibilité des chefs, dévotion, abnégation et sacrifice de la base ; « militants professionnels » assurant la structuration et la défense de l'appareil ; au total une aliénation religieuse qui détourne l'énergie militante de ses buts.

Ce sont des questions qui nous sont posées à nous aussi, surtout si nous visons le dépassement de nos structures dans un sens plus autogestionnaire.

Eglise

et lutte de classes

Après les débats et luttes des dernières années sur l'avortement et la sexualité, après les interventions de la hiérarchie catholique au Portugal, qui peut prétendre que l'Eglise ne joue pas un rôle au niveau politique comme idéologique ?

Traversée par la lutte des classes, l'Eglise est comme les autres appareils d'Etat un lieu de combat.

Comment des militants révolutionnaires peuvent-ils considérer ce front de lutte ? Quelle doit être la politique d'un parti comme le PSU vis-à-vis des chrétiens ? Comment mener jusqu'au bout la critique des comportements religieux ?

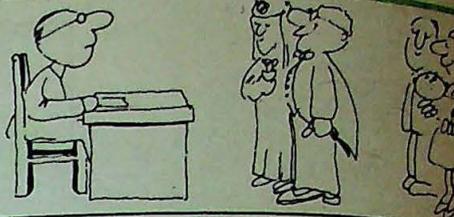
Est-il possible de couper le marxisme de son fondement philosophique explicite : le matérialisme ? Et, dans ce cas, le matérialisme historique a-t-il encore une cohérence ? Marx effectue une critique de l'idéologie comme « conscience fautive » de la réalité sociale. Est-il possible de soustraire l'idéologie religieuse à cette critique ? La présence des chrétiens dans le mouvement révolutionnaire s'explique-t-elle par le développement de la lutte des classes et par

la crise de l'idéologie bourgeoise, ou par un retour aux sources de la foi chrétienne ? Telles sont quelques unes des questions que pose en particulier la contribution de Jean Guichard, et sur lesquelles nous reviendrons.

Un certain nombre de mouvements de chrétiens sont aujourd'hui intéressés à des titres divers par la structure internationale des Chrétiens pour le socialisme. Nous avons posé donc les quatre mêmes questions à plusieurs mouvements : les groupes Témoignage Chrétien, les Chrétiens critiques, Vie nouvelle et les Chrétiens marxistes afin d'éclairer les questions d'analyse et de stratégie qui se posent pour ceux qui se battent sur ce front de lutte. Un tel sujet aurait mérité d'être complété par des interviews de certains groupes particulièrement actifs à la base : cercle Jean XXIII à Nantes, Cité nouvelle, et aussi des mouvements de jeunesse particulièrement importants, JEC, JOCF, JEC, MRJC, ACU...

Si le débat n'a pas toujours été ouvert sur ces questions, il nous faut aujourd'hui les approfondir. TS ouvre donc, aujourd'hui, le dossier. Il y reviendra.

rencontres avec :



● Vie nouvelle

Ce Mouvement d'éducation populaire, issu des couches moyennes, mène un front de lutte ecclésial sur l'idéologie religieuse.

TS : *Quelle est votre plateforme politique.*

Philippe Warnier : Ces dernières années nous avons précisé nos positions sur le problème du Tiers-monde (très pris en compte et très important pour notre mouvement) et sur le problème du marxisme, pas seulement sur le plan politique mais aussi par rapport à la foi et au personnelisme.

Nous affirmons plus que jamais notre appartenance au courant socialiste et, de plus en plus dans nos textes, notre appartenance au courant socialiste autogestionnaire. Nous avons choisi notre camp dans la lutte des classes, bien que notre mouvement soit un mouvement d'éducation populaire, admettant que les gens évoluent, changent et acquièrent un certain nombre de choses. Cette prise de conscience d'un choix de classe nécessaire se fait progressivement. La majorité des militants de la Vie nouvelle est issue des couches moyennes ; le gros problème pour nous, c'est précisément de faire prendre conscience aux gens que leur solidarité objective n'est pas du côté de la classe dominante, mais du côté du prolétariat.

TS : *Quelle est votre stratégie vis à vis de l'Eglise ?*

Ph W : Nous analysons l'Eglise comme un appareil de reproduction de l'idéologie dominante. La lutte de classe passant en elle, un certain nombre de gens contestent la manière dont le discours théologique, l'interprétation des textes, la liturgie véhiculent l'idéologie dominante.

A la Vie nouvelle, nous nous situons comme croyants. L'Eglise est le corps social à travers lequel nous avons reçu la foi et nous ne réduisons pas la foi à une idéologie. Le problème pour nous est de réinventer un discours de foi, de nouvelles formes d'expression de la foi qui échappent à l'idéologie dominante.

L'Eglise n'est pas seulement appareil de reproduction de l'idéologie dominante par son discours, mais aussi par sa pratique sociale : division entre clercs et laïcs, appropriation du savoir et du pouvoir par une caste.

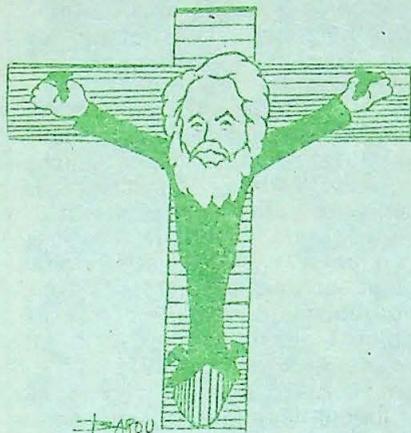
Nous essayons de vivre toutefois une certaine fidélité à l'Eglise, car nous ne pensons pas possible de vivre la foi sans Eglise. Mais dans une Eglise radicalement transformée et ayant fait son choix dans la lutte de classe.

Notre action vise à faire basculer les masses chrétiennes dans le camp

du socialisme. Cette lutte n'est pas seulement un pur instrument d'un choix politique mais c'est pour nous une question de foi et de choix à l'intérieur de l'Eglise.

TS : *Quelle est votre référence à Jésus ?*

Ph W : Chez nous, comme souvent dans les communautés de base, on parle plus volontiers de Jésus de Nazareth que de Jésus Christ. La majorité d'entre nous re-



fuse les attributs divins qu'a placés l'histoire théologique sur l'homme Jésus. S'il y a un Dieu, c'est à travers la personne humaine de Jésus Christ que nous le redécouvrons, mais la question de Dieu ne va pas de soi pour beaucoup de camarades.

Nous sommes amenés à dire que Jésus a été un prophète religieux, politiquement partisan, qui a fait son choix, qui a critiqué fondamentalement le système politico-religieux qui soutenait la Rome coloniale. L'engagement politique a été un enjeu décisif dans la vie de Jésus comme cela doit être un enjeu décisif pour nous, en tenant compte de la situation politique actuelle.

TS : *Quelle est votre pratique ?*

Ph W : Nous avons la pratique d'un mouvement d'éducation et d'action communautaire. Nous faisons un travail de formation politique sur tous les terrains de la vie des gens, et nous avons une pratique proprement au niveau religieux : élaboration de la foi et début d'expression de la foi : inventer à partir de nos luttes et de notre solidarité conflictuelle avec l'Eglise de nouvelles formes de célébration de vie chrétienne.

Il nous arrive de ne pas rejeter d'entrée des rencontres avec l'Eglise : par exemple sur la libération des hommes et le Salut en Jésus Christ, où nous avons participé spécifiquement et avec nos idées.

Propos recueillis par
Jean-Marie FERRIGOULES ■

● Chrétiens critiques

C'est à partir de leur position de classe que les chrétiens, comme les autres, peuvent s'engager dans la lutte.

TS : *Quelle est votre plateforme politique ?*

Henri Bouyol : Les hommes ne peuvent vivre pleinement qu'en se libérant, à travers les luttes qui se mènent sur tous les lieux où les hommes sont exploités. Nous refusons l'exploitation et l'oppression, c'est-à-dire le primat du profit et de l'autorité tant dans la société civile que dans les Eglises. Nous pensons que les chrétiens n'ont pas besoin d'une Eglise ou d'un mouvement (même dit de gauche) pour leur dicter leur conduite politique.

C'est dans ce sens précis que « **Chrétiens critiques** » refuse de donner une orientation politique à ses membres. Nous n'avons pas comme fonction de définir un projet politique spécifique. Nous refusons donc l'étiquette de chrétiens de gauche, voire de chrétiens d'extrême gauche.

TS : *Quelle est votre stratégie vis-à-vis de l'Eglise ?*

HB : Le projet spécifiquement politique de « **Chrétiens critiques** » qui se situe par rapport aux Eglises quelles qu'elles soient, a trois grands axes.

Le premier est purement politique : nous pensons en effet que les Eglises actuellement ont des positions de classe, celles de la bourgeoisie, du pouvoir établi.

Le deuxième axe est l'opposition à l'idéologie des Eglises : elle exerce une action répressive sur la société toute entière (prises de positions de l'épiscopat sur l'avortement et la contraception mais aussi idéologie des systèmes ecclésiastiques par rapport à la vie sexuelle, la famille, etc.) qui empêche les chrétiens de reconnaître et de rejoindre la lutte des hommes pour leur libération.

Notre troisième axe est un combat plus direct et plus intérieur aux Eglises : (pouvoirs monarchiques de l'Eglise catholique ou pouvoir faussement démocratique de l'Eglise réformée). Nous luttons pour instaurer une autre forme de pouvoir : celui de tous les membres de la communauté chrétienne, sous des formes diverses, de vivre et de pratiquer leur foi : communautés de base, paroisses ou mouvements d'Action catholique.

Pour cela nous prôtons deux lignes. Nous voulons susciter de nouvelles formes d'existence chrétienne, et rechercher une nouvelle intelligence de la foi.

C'est ce que nous appelons la prise du pouvoir par les chrétiens dans les Eglises. Elle suppose de supprimer l'expression sociale actuelle des Eglises, c'est-à-dire les systèmes ecclésiastiques.

La question est de savoir ce qu'on fait : une autre forme d'Eglise sous le contrôle de l'ensemble des chrétiens ou un mouvement chrétien non organisé, non structuré ? Le débat est ouvert ; il est peu clair actuellement.

TS : *Quelle est votre référence à Jésus ?*

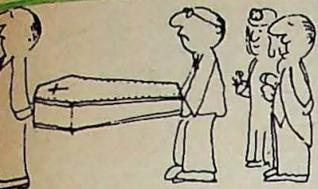
HB : L'existence de Jésus de Nazareth est décisive dans l'histoire des hommes, comme l'affirme notre déclaration de Vincennes. Donc nous nous référons explicitement à Jésus de Nazareth, même si la nature de la référence reste en débat : Jésus de Nazareth - homme dont la pratique pose question ou Jésus-Christ apportant un message d'amour de Dieu.

De plus, nous nous affirmons d'Eglise, c'est-à-dire que nous exerçons une présence contradictoire dans les Eglises et que nous refusons l'appropriation de Jésus de Nazareth par tout système ecclésiastique.

TS : *Quelle est votre pratique ?*

HB : Nous avons des groupes locaux assez actifs qui agissent seuls ou avec d'autres organisations chrétiennes. Ils ont distribué des tracts aux portes des églises sur le denier du culte (« **donnez votre argent aux organisations qui vous défendent, refusez la charité à vos prêtres** »), les événements en Espagne face au silence total ou partiel des Eglises, pour la libre prise de parole dans les églises. Nous avons envoyé une lettre ouverte à Marty sur l'avortement qui a été distribuée aux portes des églises de Paris, fait des affiches ou des articles sur le sacre des évêques.

Propos recueillis par
Yves BAROU ■



● groupes témoignage chrétien

Les groupes **Témoignage Chrétien** (quelques dizaines) rassemblent ceux qui se réfèrent à l'hebdomadaire **TC** et souhaitent agir localement. Ces groupes, qui constituent plus une mouvance qu'un mouvement, sont simplement fédérés.

TS : *Quelle est votre plate-forme politique ?*

Claude Gault : Il s'agit plus d'une mouvance que d'un mouvement puisque chaque groupe a pleine autonomie d'action. L'équipe nationale de **TC** assure seulement une liaison entre ces groupes. Il ne peut donc y avoir de plate-forme politique commune comme dans un parti.

La dimension politique n'est cependant pas absente, ne serait-ce que parce que les militants tentent d'approfondir les rapports entre foi et engagement pour le socialisme. Ils sont presque tous engagés dans divers mouvements, pour les syndicats le plus souvent à la **CFDT**, pour les partis au **PS** (pour les deux tiers) et au **PSU** (pour un quart).

TS : *Quelle est votre stratégie vis-à-vis de l'Eglise ?*

C G : Notre démarche fondamentale est de mener le combat à l'intérieur des Eglises, ceci pour des raisons de fond (c'est en communauté que nous vivons notre foi) et pour des raisons tactiques (nous voulons entraîner la masse des chrétiens à rompre avec la droite et c'est dans les Eglises que nous les trouvons). Tout le problème est de savoir si les chrétiens peuvent porter un témoignage collectif en prenant parti pour les pauvres et pour la justice. Les Eglises évoluent et cela montre que notre combat est utile. De toutes façons, l'attitude des masses chrétiennes sera déterminante dans l'avenir politique de la France et si l'on veut changer la société, il faut aussi changer les Eglises. Si celles-ci ne le font pas d'elles-mêmes, les événements s'en chargeront.

TS : *Quelle est votre référence à Jésus ?*

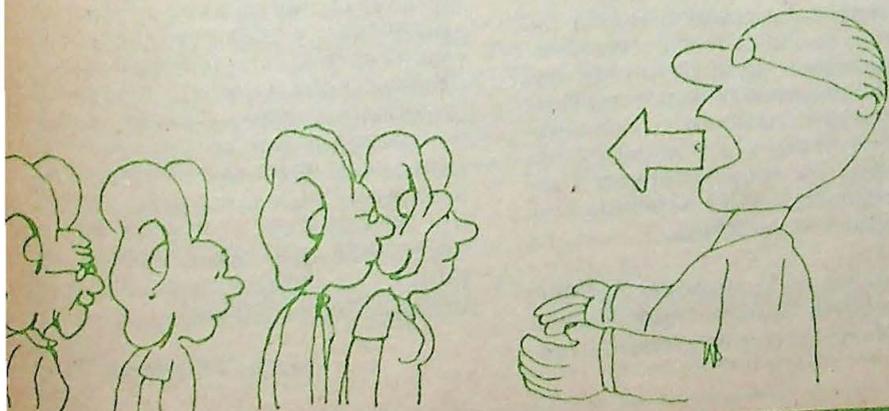
C G : Elle est pour nous essentielle mais nous demeurons ouverts à tous, croyants et non-croyants. Nous nous affirmons comme chrétiens parce que nous voulons porter

un témoignage sur le plan de l'opinion publique. Nous montrons ainsi aux masses chrétiennes que l'on peut se référer à Jésus-Christ et être en même temps socialiste ; nous montrons aux non-chrétiens que « l'Eglise », ce n'est pas forcément le conservatisme officiel. Il nous semble important de relier — sans les confondre — les deux options : socialiste et chrétienne : on ne témoigne pas de l'Evangile si on ne se bat pas pour changer le monde ; la foi se vit dans la révolution.

TS : *Quelle est votre pratique ?*

C G : Variable, selon les choix des groupes et des militants. Mais nous sommes présents dans tous les grands combats de la gauche et, parallèlement, nous menons le combat sur des problèmes spécifiques (par exemple, notre campagne auprès de l'épiscopat portugais, notre action contre l'utilisation du fait religieux par la droite française, par les sionistes ou par les missionnaires expulsés du Vietnam...). Des batailles concrètes aussi : ainsi, il y a quelques années, un de nos groupes a contraint un évêque, qui voulait vendre à trop bon prix des terres diocésaines, à les céder à bon marché aux fermiers qui les exploitaient.

Dans l'immédiat, nous consacrons nos efforts au lancement du mouvement « Chrétiens pour le socialisme » en France. Certains blocages initiaux ont maintenant été dépassés et les groupes **CPS** voient progressivement le jour. Ils rassemblent à la fois des militants appartenant à des mouvements et des isolés. Nous travaillons beaucoup dans ce sens en nous efforçant d'échapper à deux dangers : celui de faire un mouvement d'intellectuels de plus et celui de constituer une sorte de parti chrétien de gauche ou une tendance chrétienne à l'intérieur d'un parti de gauche. Nous consacrerons au mouvement **CPS** l'essentiel de notre rencontre nationale des Amis de « **TC** » les 13 et 14 décembre prochains à Orléans.



● chrétiens marxistes

Nés en 1974 de l'aile la plus radicale des « Chrétiens en recherche » qui s'était retrouvée au Rassemblement de Rennes en 1972 et de Dijon en 1974, les chrétiens marxistes disposent d'une revue mensuelle **Cité nouvelle**

T.S : *Quelle est votre plate-forme politique ?*

celle-ci à notre pratique révolutionnaire.

Jean-François Charbonnier : Notre mouvement s'est constitué récemment sur une base politique précise. Constatant l'ambiguïté politique qui régnait dans les rassemblements de chrétiens de gauche, nous nous sommes regroupés sur la base d'un engagement **marxiste révolutionnaire**. Par ce fait, nous avons provoqué une clarification entre les différents mouvements chrétiens, la plupart d'entre eux adoptant publiquement la stratégie de l'union de la gauche.

Ainsi, notre mouvement regroupe des gens engagés dans des organisations de la gauche révolutionnaire, ou proches de celles-ci, afin d'ouvrir un front de lutte contre l'idéologie religieuse en tant qu'outil des classes dominantes. Nous ne sommes pas une organisation révolutionnaire de plus. Mais, de par notre pratique dans ces organisations et de par notre pratique spécifique contre l'idéologie religieuse, nous participons à la radicalisation politique des chrétiens progressistes et des couches influencées encore par l'idéologie chrétienne.

TS : *Quelle est votre stratégie vis-à-vis de l'Eglise ?*

JFC : Il ne faut pas parler de l'Eglise, mais des Eglises, chacune d'elles représentant différemment des appareils idéologiques chargés de reproduire, produire l'idéologie dominante.

Nous n'avons pas de stratégie particulière vis-à-vis de ces appareils : nous n'avons pas pour but spécifique de les détruire ou de leur proposer une alternative. Mais ces appareils existent et nous luttons contre leur fonction. En France, cette lutte est tout aussi importante que dans les pays dits de chrétienté, tels que l'Italie, l'Espagne, ou le Portugal, sans parler de l'Amérique latine. En effet, ces appareils fonctionnent plus subtilement en France, de façon moins voyante mais tout aussi efficace.

TS : *Quelle est votre référence à Jésus ?*

JFC : Cette question est mal posée. En effet, elle se trouve posée en dehors de toute référence à notre pratique révolutionnaire. Le seul moyen d'y répondre est d'entrer dans une démarche idéaliste. La notre est différente. Nous ne pouvons apporter une réponse à cette question de notre référence chrétienne qu'en confrontant

Ce que recouvre historiquement le mot de christianisme joue aujourd'hui une fonction d'abord aliénante. Nous avons en commun de nous poser la question : une référence chrétienne peut-elle jouer un rôle libérateur ? Mais si nous posons la question en ces termes, ceci implique :

- 1) que notre recherche s'opère dans les luttes où les hommes commencent à réaliser leur libération ; que tout discours chrétien parlant de libération, qui n'est pas élaboré dans ces conditions, est irrecevable,
- 2) que notre recherche se fait dans une tension nécessaire entre ceux pour qui la référence chrétienne est positive et ceux qui pensent que le travail ne peut être que de déconstruction ou de critique,
- 3) que nous refusons de nous laisser enfermer dans la problématique foi/non foi.

TS : *quelle est votre pratique ?*

JFC : Elle est fonction de notre définition politique. Nous n'intervenons que lorsqu'il nous semble important d'apporter une contribution à une lutte plus large et sur un aspect spécifique. Par exemple, nous estimons devoir apporter un soutien à la lutte révolutionnaire au Portugal. Nous l'avons fait, et continuons à le faire, non pas dans le champ qui concerne les organisations politiques, mais sur notre champ propre. Ainsi, nous dénonçons le rôle réactionnaire des Eglises portugaises, nous essayons de montrer comment le poids du christianisme bloque le développement du processus révolutionnaire, comment la direction politique du **PS** portugais joue de l'idéologie chrétienne pour empêcher le processus de création du pouvoir populaire.

Bien entendu, notre pratique ne s'inscrit pas toujours dans le cadre d'une lutte plus large. C'est le cas par exemple de nos camarades d'Annecy qui se sont battus contre la hiérarchie catholique locale. En fait, les groupes locaux jugent eux-mêmes de l'opportunité de déclencher telle ou telle lutte. Notre pratique est fonction de notre objectif : participer au développement des luttes sociales soit en y contribuant par un apport spécifique, soit en prenant l'initiative sur un secteur social particulier : celui des gens se référant au christianisme.

propos recueillis
par Jean Henri FERRIGOULES ■

Pour une critique politique de la religion

Un mouvement révolutionnaire doit-il s'intéresser aux problèmes religieux ? Y a-t-il là pour lui un terrain de lutte à prendre en considération ? On ne peut apporter à cette question une réponse de principe. L'intérêt pour les questions religieuses — comme pour d'autres questions — sera fonction de l'importance des institutions et des idéologies religieuses, de leur rôle social, de leur impact sur les rapports de classes à un moment donné.

C'est bien toujours ainsi que la tradition marxiste a envisagé la question. Marx a toujours insisté pour qu'il soit fait une critique politique de la religion, en elle-même ; de son point de vue, un athéisme de principe était une position tout aussi idéologique que son contraire, le théisme ; vu sous cet angle, affirmer ou nier l'existence de Dieu relève du même niveau de connaissance : la connaissance idéologique.

Ce qui importe, c'est de déplacer la question et de se demander ce que signifie, dans les rapports sociaux, l'existence d'affirmations et de pratiques croyantes ou incroyantes ; ce n'est pas sur la base d'une foi ou d'un athéisme que l'on peut fonder une théorie scientifique et une pratique révolutionnaire.

Cette nécessité de faire une critique politique de la religion sera affirmée ensuite par tous les grands théoriciens marxistes, d'Engels à Lénine et à Mao ; il serait assez paradoxal pour un marxiste d'affirmer que la critique de la religion est un préalable à la lutte pour le socialisme.



Qu'en est-il aujourd'hui de l'importance politique des questions religieuses ? On peut proposer plusieurs hypothèses de travail.

1) Nous héritons d'une longue période d'histoire où l'idéologie religieuse — le christianisme en Europe et dans les pays conquis et dominés par elle — a fourni le cadre et la forme de l'idéologie des classes dominantes. C'est à travers le monde de la religion que les hommes ont, pendant longtemps pensé leurs rapports avec la nature et leurs rapports sociaux.

En réalité, la destruction du monopole idéologique de la religion est à mettre au compte de la bourgeoisie ; la mise en place des rapports de production capitalistes est parallèle au développement de la « crise » religieuse que nous connaissons aujourd'hui.

Marx s'est partiellement trompé en disant que la religion poussait sur le fumier du capitalisme : La bourgeoisie montante — qui était naturellement voltairienne et anticléricale — a pensé pendant une période, que Dieu constituait le meilleur gardien possible de la propriété privée, et qu'il fallait donc se concilier ou se subordonner les Eglises, du moins dans les secteurs rentables ; le même Jules Ferry combattait en France l'influence cléricale dans les écoles, mais dans les colonies encourageait le développement des missions. Mais, au moins depuis la deuxième guerre mondiale, la bourgeoisie française fait plus confiance à ses polices et à ses ministres de l'Intérieur qu'à Dieu, pour garder ses propriétés. Dieu est devenu une valeur ambiguë

2) Il l'a d'ailleurs toujours été, plus ou moins. Il serait historiquement faux, et peu dialectique, de ne considérer le christianisme que comme l'idéologie des classes dominantes européennes. Car c'est, aussi, sous la forme de l'idéologie religieuse que se sont souvent développés les mouvements populaires de révolte et de contestation sociale. Il ne pouvait d'ailleurs en être autrement à une certaine époque. Le christianisme, avant d'être récupéré par les classes dominantes, est né comme religion populaire, et ferment de révolution sociale. C'est par les pouvoirs politiques et religieux coalisés que le Christ a été crucifié, selon les récits évangéliques. Pendant plus de quinze siècles, les classes dominées ne l'ont pas oublié, et il a fallu trois ou quatre siècles de lutte idéologique de la part des classes possédantes pour détruire cette image et forger celle d'un Dieu de l'« au-delà », d'une religion destinée à détourner le peuple de toute lutte pour la transformation des rapports sociaux et à sublimer sa misère.

3) Aujourd'hui, l'idéologie religieuse a été remplacée dans une large mesure par l'individualisme libéral puis l'économisme technocratique. La bourgeoisie ne croit plus en Dieu, elle croit au « développement », à la « croissance », à la « technique » ; tout simplement et crûment, elle croit au capital et au profit, ses dieux de toujours ; elle n'utilise plus le christianisme que quand il sert encore d'instrument de lutte idéologique contre le « socialisme marxiste », ou de célébration symbolique de l'unité nationale entre toutes les classes, lorsque meurt un chef d'Etat par exemple. Electoralement, les masses chrétiennes sont encore un enjeu, et tout le monde aspire à les conquérir, à grand renfort de démagogie.



Par contre, on constate que les masses chrétiennes sont aussi traversées par des contradictions qui ont fait surgir en leur sein des courants révolutionnaires nouveaux. Ils sont caractérisés à la fois par une nouvelle pratique sociale et par un souci de manifester que cette pratique est justifiée par la tradition chrétienne : ils font une lecture révolutionnaire de la Bible, une lecture matérialiste ».

L'existence en France de mouvements de chrétiens contestataires, le développement de ces mouvements dans les luttes sociales un peu partout dans le monde, la formulation de « théologies de la libération », de « théologies noires », tout cela est aujourd'hui d'une importance non négligeable pour le mouvement révolutionnaire. Faut-il ajouter que la CFDT et le PSU sont, pour une part aussi, le fruit des transformations politiques et idéologiques qui se sont faites au sein des masses chrétiennes ?

Ne sommes-nous pas parvenus à un point où un certain nombre de valeurs, nées de la tradition chrétienne, peuvent jouer un rôle spécifique dans l'essor des luttes et la construction du socialisme ?

Car, en fin de compte, c'est bien de stratégie qu'il s'agit. Le PCF en a formulé une, très claire ; le P.S. aussi, à sa façon. Pouvons-nous accepter la position simpliste de Marchais consistant à prendre comme critère d'évolution des masses chrétiennes ou de la hiérarchie, ecclésiastique le ralliement au Programme commun ? Pouvons-nous accepter le vague humanisme par lequel Mitterrand espère conquérir les chrétiens à un socialisme réformiste ?

Nous ne le pouvons pas car, chez l'un comme chez l'autre, domine le refus de prendre au sé-

rieux les exigences de la lutte idéologique ; en fin de compte, cela revient à se soumettre purement et simplement à l'idéologie de l'adversaire de classe, c'est-à-dire se livrer au réformisme politique le plus plat. La stratégie communiste et socialiste ne va pas actuellement au-delà d'un calcul électoral : c'est à qui gagnera le plus de voix chrétiennes à l'élection prochaine, par des médiations diverses qui vont de la hiérarchie à l'ensemble des organisations de classe d'origine chrétienne, confessionnelles comme l'ACO, ou déconfessionnalisées comme la CFDT.

Il n'est pas sûr que le calcul soit juste ; il sous-estime la conscience acquise par de nombreux militants, chrétiens ou non, que la lutte pour le socialisme ne peut pas dépasser un stade parlementaire, si elle ne transforme pas un certain nombre d'idées qui existent dans la tête des travailleurs. Parmi celle-ci, il y a une certaine idée de la religion qui sous-tend encore une morale populaire très répandue, un certain sens de ce qui est bien et de ce qui est mal (le « péché »), un certain fatalisme, le respect du pouvoir (« tout pouvoir vient de Dieu »)...

Un certain nombre de groupes et de journaux se sont donnés pour tâche spécifique cette lutte sur le front de l'idéologie religieuse ; nous n'avons pas à nous substituer à eux ; ils ont leur autonomie et entendent à juste titre la conserver. Mais peut-être que leur existence doit nous poser un certain nombre de problèmes dans notre façon de mener les luttes idéologiques. Un débat ne peut-il pas être mené dans le parti ? Que chaque lecteur s'exprime sur ce problème.

JEAN GUICHARD ■

Un Office des vins... et après !

Au terme d'une année où les viticulteurs ont fortement manifesté leur mécontentement, le climat reste particulièrement tendu. La reprise de l'agitation aussitôt les vendanges terminées — la première fois depuis six ans ! — en est la meilleure preuve.

En général, c'est la fixation des prix à Bruxelles en janvier-février qui déclenche le signal d'alarme. Or le 5 novembre dernier, à l'occasion des 26^e journées de démonstration de moto-viticulture de Montpellier-Lavallette, 5 000 viticulteurs environ se sont rassemblés à l'appel des CRAV (Comités régionaux d'action viticole). Ce grand rassemblement des vigneronniers méridionaux s'est fait dans le calme, mais Michel Roamin, le porte-parole des CRAV, l'a présenté comme « un prélude à une nouvelle série d'actions ».

Certes oui, il est grand temps de repartir à l'attaque car les résultats, hélas si minimes, des luttes de ce printemps n'ont aujourd'hui plus d'effet.

La taxe sur les importations de vin italien, fixée par le gouvernement français, avait pour but de freiner ces importations, et surtout d'éviter qu'elles contribuent à concurrencer par leur bas prix (en raison de la dévaluation de la lire...) les vins français. Or, aujourd'hui, les vins italiens envahissent de plus bel le marché français, et au moindre coût, non plus par le port de Sète, mais par celui de Rouen, et par Modane (SNCF) en particulier.

Prolonger cet état de fait, c'est laisser libre-cours à tous les abus (comme il en a toujours été...) et mettre les petits et moyens viticulteurs dans l'expectative de lendemains bien sombres. Non seulement ils ont déjà vu leurs revenus s'abaisser fortement en 1975, mais aussi la dernière vendange s'annonce

de 30 % inférieure à celle de l'an passé. Par ailleurs, la situation générale s'est fortement dégradée.

Seulement là où le bât blesse, c'est que rien de solide, exception faite d'actions violentes menées par des commandos déterminés, ne pointe à l'horizon.



Une récolte de 30 % inférieure à l'an passé...

Les communistes ont bien proposé au printemps dernier un projet de loi tendant à créer un Office national interprofessionnel du vin, chargé de garantir un prix minimal et un revenu équitable aux viticulteurs. Les socialistes et les radicaux de gauche viennent également de faire une démarche qui va dans le même sens (comme quoi la polémique entre PC et PS est bien entretenue sur toute la ligne...). Mais il y a de quoi rester sceptique.

Le projet des socialistes et des Radicaux de gauche cherche à garantir une juste rémunération aux viticulteurs, à orienter la production et, par la maîtrise du marché, à assurer, contrôler et développer l'écoulement de la totalité de la récolte. Eternel problème que socialistes et radicaux de gauche croient résoudre en donnant à leur futur Office des vins le « monopole des importations et des exportations ». Mais alors qui aurait le contrôle de l'Office, et par voie de conséquence, de ce monopole ? Des

Cependant, il est fort probable qu'un Office des vins verra le jour prochainement, sous forme d'un organisme s'inspirant étroitement de ce qui existe déjà pour la viande, l'ONIBEV, cette petite merveille qui fait le bonheur de tout un chacun, n'est-ce pas Messieurs les éleveurs ?

Il s'agirait avant tout d'un instrument administratif ayant pour but d'améliorer l'application de la politique communautaire au niveau de la France. Les professionnels du vin, eux, souhaiteraient que l'Office ait des compétences plus larges, en particulier lorsqu'il y a des excédents que le commerce ne peut absorber. Des aides automatiques au stockage pourraient être apportées, et les quantités de vin marginales achetées en vue de la distillation. A défaut de rassurer, l'application d'une telle méthode pour le vin français n'est pas sans rappeler les excédents actuels de pommes de table, qui vont tout droit à la décharge publique !...

Alors ! un Office des vins... et après. Le mal dont souffre la viticulture française, et européenne en général, est bien trop profond pour être résorbé de la sorte. Les remèdes sont plus à rechercher dans les principes mêmes de la politique viticole actuelle. Une politique basée sur la notion de profit, donc une politique de quantité, et non pas de qualité. Sans nul doute, il faudra encore faire couler beaucoup de vin avant que d'une part, la quantité soit tributaire de la qualité, et que d'autre part, qualité et quantité soient fonction du nombre de personnes qui vivent et travaillent sur une exploitation donnée... tout en tenant compte des besoins et des possibilités des consommateurs.

Marc DRONNE ■

librairie Liste n° 5 Editions Spartacus

— CAPITALISME & LUTTE DE CLASSES EN POLOGNE 1970-71	
Information Correspondance Ouvrière	25
— LES ENFANTS DU PROPHETE. J. Roussel	
Histoire du Mouvement Trotskyste en France	10
— GUERRE DE CLASSES EN ESPAGNE. C. Berneri	4
— PORTUGAL. L'AUTRE COMBAT	
Classes & Conflits dans la Société	22
— LES TROIS SOURCES DU MARXISME. Karl Kautsky	5
— FASCISME BRUN, FASCISME ROUGE. Otto Ruhle	
OTTO RUHLE & LE MOUVEMENT OUVRIER ALLEMAND	10
— PARTI / ETAT. STALINISME & REVOLUTION. G. Munis	13 50
— BORDIGA, LA PASSION DU COMMUNISME	1 800
— 1848-1905 ETAPES DE LA REVOLUTION.	13
Maurige Dommanget - Rosa Luxemburg	120 50

Prix total réel

NOTRE PROPOSITION : F.100 franco.

Adresser commande accompagnée du règlement à :
EDITIONS SYROS. 9 rue Borromée. 75015 PARIS C.C.P. 19 706 28
PARIS

P.S.U. - Documentation

Vient de paraître

N° 96 / 97 Le syndicat de la magistrature F. 4.00

Numéros disponibles :

N° 22 - 23 Sur le mouvement politique de masse	2.00
N° 24 - 25 La police dans la lutte des classes	2.00
N° 26 - Rosa Luxembourg	1.00
N° 27 - 28 La crise du système monétaire international	2.00
N° 42 - 43 - 44 Le mouvement révolutionnaire et l'Université	3.00
N° 51 - Le recrutement	1.00
N° 52 - 53 - 54 Quand les patrons vont à l'école	3.00
N° 56 - 57 Sionisme et libération	4.00
N° 70 - 71 - 72 Coopération du néo-colonialisme	4.00
N° 78 - 79 Sur la Question agraire	3.00
N° 85 - Le PSU analyse le rapport Sudreau	2.00
N° 86 - 87 - 88 Le chômage sous-produit du capitalisme	6.00
N° 89 - 90 - 91 Militer contre le militarisme, fascicule 1	6.00
N° 92 - 93 Une section du PSU à PARIS	4.00
N° 94 - 95 Militer contre le militarisme, fascicule 2	4.00

Abonnement 20 n°

F. 30.00

A adresser à :

Editions Syros 9, rue Borromée, 75015 Paris C C P 19 706 28 Paris

Lisbonne après le 11 novembre

Tout le monde attendait « quelque chose » pour le 11 novembre. Le contexte de cette date permettait, en effet, de penser que la révolution portugaise traverserait ce jour-là une échéance importante : indépendance de l'Angola, fin du retour des 300 000 « retornados », proximité de la démobilisation de 30 000 soldats parmi les plus politisés...

Ce « quelque chose » ne s'est pas passé. Faut-il en conclure que la contre-révolution est absente, que le gouvernement gagne en autorité ? Bien au contraire.

En mai dernier, Lisbonne vivait à l'heure de l'alliance idyllique « Peuple-MFA » ; aujourd'hui, les « options de classes » dominent. Lors de la réouverture il y a 15 jours de **Radio Renaissance**, la foule a refusé que la station reprenne ses activités en passant « Grandola » (la chanson du 25 avril) et a imposé l'Internationale.

Une nouvelle crise

Incapable de faire taire **Radio-Renaissance**, le Conseil de la révolution, sans autorité militaire et politique suffisante, en a été réduit (paradoxe pour des partisans si « démocratiques » de l'ordre et de la discipline...) à décider, majoritairement, la des-

truction par bombe de l'émetteur. Le commando de parachutistes, fraîchement retourné d'Angola, qui a été utilisé pour cette action terroriste s'est réuni le lendemain pour dénoncer la manipulation dont il avait été l'objet : il a décidé d'abandonner sa base et de rejoindre le COPCON.

Cette image d'un gouvernement « bombiste », manipulant dans l'ombre quelques unités qu'il pense encore « fidèles » et qui, immédiatement, se retournent contre lui, est saisissante.

Evidemment une telle situation ne peut s'éterniser. Le vide au niveau du pouvoir doit être rempli. Mais comment ? A cette question primordiale, personne ici ne donne de réponse précise. C'est

la confusion qui domine. Aucune alternative politique réelle n'apparaît. Les regards, alors, se tournent de nouveau vers les militaires.

De nouveau les militaires

Les forces politiques, en effet, s'annulent aujourd'hui réciproquement. Et le sixième gouvernement — qui devait, selon ses défenseurs, être le gouvernement de la majorité — est paralysé, car, bien que reposant sur les partis majoritaires électoralement parlant, le pays réel n'est pas le pays électoral.

Après l'épreuve de force avec les ouvriers de la construction ci-

vile, ce gouvernement doit, va, tomber. C'est ce qu'ont compris toutes les forces politiques (de la droite à l'extrême gauche) et c'est ce qui dynamise de nouveau le mouvement des masses.

La tournée plébiscitaire organisée par le PPD et le PS autour de la personnalité du Premier ministre n'a pas d'autres buts que d'imposer au poste de président celui que beaucoup ici appellent l'apprenti-Pinochet et de se séparer ainsi du trop hésitant Costa Gomes. Mais une telle politique a ses dangers. Tout d'abord elle a eu comme premier résultat de re-coaliser la « gauche militaire ». C'est, en effet, contre ce « **complot** » et sur la base du soutien au MPLA que, dimanche 9 au soir, se sont réunis à l'Académie militaire la gauche des « Neuf » (Melo Antunes), des éléments du COPCON et des « gonzalvistes » en présence des généraux Otelo et Fábiao. On ne sait rien de ce qui s'est dit au cours de cette réunion, pourtant la presse de Lisbonne n'a pas hésité à titrer : « **La gauche militaire prépare une alternative** ».

Cette orientation renforce à terme la gauche du PS hostile à une alliance permanente avec le PPD. Certes cette « gauche » est très faible et pour l'essentiel inorganique. Pourtant il n'est pas rare dans les JS, au groupe parlementaire, et dans nombre de noyaux, de rencontrer des cadres qui expriment leurs divergences avec la ligne Soares. La semaine dernière à la grande manifestation PS-PPD (soutenue par le CDS et le... PCP (ML) !), plusieurs militants socialistes m'ont tenu ce langage.

Cette politique accentuée (même si cela peut paraître paradoxal) les divergences entre le PS et le PPD. Ces deux partis, en effet, ne se confondent pas, que ce soit du point de vue du programme ou de la base sociale, même si leurs tactiques se rencontrent.

En réalité, en période d'exacerbation des contradictions de classe, l'orientation social-démocrate perd tout espace autonome et renforce, de fait, la vraie droite. Mais Soares cherche aussi à maintenir un parti de masse et cela l'oblige à se démarquer progressivement (comme il l'a fait dans une récente interview à **Expresso**) du PPD, lequel est poussé à s'affirmer davantage sans chercher à se cacher derrière le PS.

C'est pour toutes ces raisons



Les travailleurs manifestent place du Commerce, contre la menace fasciste.

que la sortie d'Otelo du Conseil de la révolution, sa présence auprès des travailleurs de l'Alentejo, sa « tournée des popotes » dans les unités les plus opérationnelles qui inquiète tant la presse « indépendante » prend une telle importance.

Et le pouvoir populaire ?

Mais, au fond, ce qui fait éclater le groupe des « neuf », le Conseil de la révolution et qui va faire tomber le gouvernement, n'est rien d'autre que la pression des travailleurs et des soldats dont les mobilisations se radicalisent. Faut-il en tirer la conclusion que le « pouvoir populaire » existe, qu'il se porte bien et qu'il suffit comme base d'un nouveau pouvoir ? Il est difficile de le penser.

En réalité, le « pouvoir populaire » marque le pas. Non pas qu'il se soit réduit ou qu'il ne se développe plus à la base, mais il est de plus en plus influencé par le PC alors que le FUR n'arrive pas à s'affirmer politiquement.

Samedi 8, par exemple, se réunissait le premier « plenum » des commissions de travailleurs de la ceinture industrielle de Lisbonne. Cette rencontre où participaient 114 commissions (sur les 300 attendues) s'est déroulée dans des conditions parfaitement antidémocratiques imposées par le PC, hégémonique dans le « secrétariat provisoire » : pratiquement pas de débats, projets de résolution distribués en très peu d'exemplaires, adoption « par acclamation » en plénière de textes de 7 ou 8 pages après lecture... Politiquement le PC tente d'imposer une orientation défensive (« pour avancer il faut consolider » qui s'oppose, comme au Chili, au « pour consolider il faut avancer »), et cherche à transformer les commissions de travailleurs d'organes de pouvoir en organes soumis à la tutelle du syndicat. Face à ces positions, seules quelques commissions (TAP, CMM...) ont « osé » s'opposer, mais, devant le mur bureaucratique, elles ont dû sortir de l'assemblée. La même chose s'est passée avec des représentants de l'intercommission de soldats (formée il y a quelques jours) qui ont dû quitter la salle devant le refus du PC de les considérer

comme représentatives, celui-ci préférant appuyer les ADU dominées par les officiers.

Divergences dans l'extrême gauche

Le FUR de son côté se décompose. Il existe toujours comme sigle mais ne fonctionne plus comme Front. Aux réunions de son secrétariat, il manque toujours deux ou trois organisations, et la discussion est difficile, voire impossible, en son sein sur l'élaboration d'une stratégie et d'une tactique, alors que les militants et les travailleurs révolutionnaires s'essouffent un peu dans les manifestations qui se suivent les unes après les autres.

Il est vrai que les divergences en son sein sont grandes. Le PRP par exemple a déclaré le 11 qu'à son avis « les conditions objectives d'une insurrection armée sont réunies ». Ce n'est pas, loin de là, ce que pense la LUAR (qui insiste sur la nécessité d'élaborer une tactique concernant les alliances politiques pour élargir la base sociale de la révolution), et une bonne partie du MES qui s'est exprimée dans la dernière assemblée nationale de ce mouvement.

Mais, pour autant, une orientation précise ne se dégage pas encore. L'idée générale est, que le « pouvoir populaire » n'est pas encore une alternative de pouvoir et qu'il faut gagner du temps pour la construire. L'insurrection, objectif stratégique juste, n'a de sens, qu'en tant qu'expression d'un nouveau pouvoir brisant l'ancien, ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui.

Une alternative unitaire ?

Les SUV, sorte d'avant-garde interne, donnent maintenant le relais aux commissions de soldats élues en assemblées. Quant à l'AMI, corps répressif du gouvernement, machine de guerre contre le COPCON, elle a le plus grand mal à devenir « opérationnelle » (l'épisode des parachutistes ne vient pas l'aider en cette matière.

Quant aux officiers, c'est l'heure des « déjeuners d'amitié » (comme celui qui a réuni il y a peu de jours quelques généraux de droite), ou des « réunions de travail », dont personne n'ignore le but. La chance de la révolution, c'est qu'encore pour une période les officiers de droite auront le plus grand mal à faire sortir des troupes. Pourtant dans trois semaines 30 000 soldats vont être démobilisés, mais ceux-ci ont déjà annoncé la création d'une « association révolutionnaire des démobilisés ».

Ainsi, c'est dans un certain sens une course de vitesse qui s'est engagée. Son but n'est pas encore la victoire définitive de la révolution, mais de créer des conditions politiques transitoires

telles que la dualité de pouvoir puisse se construire, en même temps que la direction révolutionnaire.

On prête, à la « gauche militaire » dont nous parlions, le projet d'un gouvernement commun avec le PS et le PC. Indépendamment des difficultés à réaliser une telle politique, elle pourrait, si les bases programmatiques d'un tel gouvernement correspondent aux acquis et aux besoins des travailleurs, offrir à l'impasse actuelle une issue transitoire. Mais au fond elle ne règlera pas encore la question du pouvoir et donc l'avenir de la révolution socialiste au Portugal.

Maurice NAJMAN ■



Au cours d'une manifestation de soutien au gouvernement, Soarès (PS), Azevedo (1er ministre), Carreiro (PPD)

L'information sur le Portugal ne plaît pas au ministre de l'Intérieur

Samedi dernier, salle Battant, à Besançon, s'est déroulé un meeting de soutien, organisé par Portugal Information, journal bilingue édité en liaison avec le FUR et les Commissions de travailleurs.

Après une partie spectacle, avec le chanteur populaire Fernando Marques, un débat était prévu avec un soldat portugais membre des SUV. (Soldats unis nous vaincrons). Mais l'intervention de ce militant paraissait bien compromise car la veille au soir, à Clermont-Ferrand, la délégation des SUV avait été poursuivie dans les rues après une réunion publique. La police, revolver au poing, avait fini par arrêter trois militants de la CFDT, et un camarade portugais qui devait être expulsé.

A Besançon, la police de Ponia avait bien l'intention de recommencer la

même opération, dans une ville où les soldats français ont eux aussi commencé à s'organiser. Toutes les rues autour de la Salle Battant étaient quadrillées par une dizaine de voitures radio plus ou moins banalisées, et de nombreux messieurs en imperméables déambulaient le nez en l'air dans les rues.

Le camarade des SUV, entré discrètement dans la salle, a pu faire son intervention, insistant sur la nécessité pour les soldats de « lutter dans l'unité avec les travailleurs, avec les organes du pouvoir populaire ». Il a également salué la création d'un syndicat de soldats au 19 RG de Besançon. Puis, il est reparti en toute tranquillité, au nez et à la barbe des sbires de Ponia.

« Je suis peut-être un ré-visionniste affreux » dit-il, tout en étant convaincu que sa ligne est cohérente, parce qu'elle s'appuie sur une appréciation juste des rapports de force mondiaux et des possibilités que cette évolution ouvre à l'Espagne.

Pour lui, la mort de Franco intervient à un moment où la situation mondiale est telle que ni les Etats-Unis, ni l'URSS ne peuvent poursuivre leur objectif de maintien du statu quo en Europe. Celle-ci devient un lieu de « grandes transformations politiques et sociales ». Il se retrouve d'accord avec des hommes aussi différents que Kim il Sung, Pham Van Dong et Biedic (récemment délégué par la Yougoslavie auprès des Vietnamiens) pour un certain « non-alignement », et pour changer les rapports de force dans leurs régions en profitant de la crise des deux blocs. Aussi le PCE s'est-il montré un interlocuteur beaucoup plus intraitable que les Italiens dans les discussions préparatoires à la conférence des PC. Il refuse que s'établisse un rapport « contractuel » entre les USA et l'URSS qui ne laisserait aucune liberté à aucun PC.

Carillo poursuit : « si les communistes italiens accèdent au gouvernement, si il y a une avancée de la gauche en Espagne, si la contre-révolution ne triomphe pas au Portugal, toute l'Europe occidentale deviendra un pôle de référence pour le mouvement ouvrier mondial. Il ne faut pas se cacher que ceci serait vu de façon préoccupante à Moscou ».

Sous une couverture idéologique « léniniste », l'URSS relance en fait le dialogue à deux avec les USA. La vision du PCUS reste finalement statique. Les soviétiques chercheront toujours, quel que soit le débat qui peut exister entre eux, à contrecarrer l'influence américaine plutôt par des accords avec les classes dirigeantes qu'à travers un bouleversement des rapports sociaux. Mais, pour Carillo, l'Europe ne restera pas paralysée par le jeu USA-URSS. Il pense qu'une nouvelle ligne se dessine aux Etats-Unis, qui se substituerait à la politique et aux résultats finalement désastreux de l'interventionnisme militaire : une sorte de néo-impérialisme, de contrôle par le commerce et la pénétration économique.

Selon Carillo, une partie de la classe dirigeante espagnole se rend compte que miser sur la stratégie interventionniste de Kissinger, ne peut que renforcer l'influence soviétique en Europe. Aussi une ligne de construction autonome du socialisme peut-elle rencontrer de l'écho auprès d'un éventail assez large de forces. Pour autant il ne faut pas se faire d'illusions sur les Etats-Unis, ni sur la façon dont l'URSS réagirait à l'instauration d'un bloc de pays socialistes qui ne dépendraient pas d'elle.

Mais la tendance historique est à la multipolarité et à la fin du

vers un compromis historique à l'espagnole

Aujourd'hui, en observant une trêve, tout le monde en Espagne semble se rallier à la tactique du PCE. Dans un long entretien accordé à Rossana Rossanda pour *Il Manifesto*, Santiago Carrillo s'est longuement expliqué sur des rapprochements et sur la stratégie de la principale organisation d'opposition.

statu quo. C'est pourquoi Carillo est relativement optimiste sur l'avenir immédiat en Espagne.

Après la mort de Franco, le principal problème de la classe dirigeante est d'éviter une accélération révolutionnaire. Aussi peut-elle essayer de faire jouer un rôle stabilisateur au PCE. A Rossanda qui lui rétorquait que l'accord transitoire entre les « managers » et le PC était rendu impossible par la crise économique et la force du mouvement, S. Carrillo répliquait que la situation était différente, qu'il fallait d'abord sortir du franquisme. Il y aurait ensuite une deuxième phase qui verrait s'opposer un bloc poussant à la poursuite de la

démocratisation, et un bloc de centre-droit constitué par une des deux démocratie chrétienne, la droite libérale représentant les groupes financiers liés au capital US qui cherchera à s'adjoindre les socialistes. Pour Santiago Carrillo la montée de ce bloc ne pourrait être arrêtée que par un coup d'Etat. Dans ce cas, les communistes espagnols ne commettraient pas l'erreur des communistes chiliens ; ils se battraient aux côtés de la fraction démocratique de l'armée.

Parce qu'il craint l'échec pour un mouvement social fort, mais isolé comme au Portugal, S. Carrillo souhaite qu'un large consensus s'établisse et que l'af-

frontement avec le bloc du centre-droit ne se passe pas au sommet, mais au travers d'un processus de construction de nouveaux blocs sociaux, qui associe suffrage universel et démocratie directe. Tous les courants de la gauche, des socialistes aux « gauchistes » y auront leur place de même que certains éléments de la DC (*Cuadernos para el dialogo*).

Le discours devient moins sûr quand R. Rossanda lui oppose l'argument essentiel : on ne peut élaborer un consensus social et politique pour une avancée, même graduelle, vers le socialisme, sur la base des mécanismes à l'œuvre dans le système ; On ne le construit qu'en sortant de la logique dont on a hérité. Comment répondre aux revendications que les masses ne manqueront pas d'exprimer après quarante ans d'étouffement ? Comment éviter des réactions identiques à celles qu'a eu, dans une même situation, le patronat portugais ?

Pour lui, la structure sociale étant très différente de celle du Portugal, si les capitaux fuient, l'essentiel de l'appareil productif sera conservé et une partie de la bourgeoisie de gestion pourra être intéressée à une transformation politico-sociale qui ne brise pas la machine économique. Conquérir ces couches est une tâche essentielle pour qui aspire à une révolution sociale qui ne conduise pas à la défaite.

Carillo semble très sûr de lui pour l'avenir proche. L'armée et la police sont divisées. Il y aura dans les prochains mois une série de conflits sociaux qui amèneront à la chute de Juan Carlos, à la formation d'un gouvernement provisoire qui organisera des élections à la Constituante et éventuellement un référendum sur la monarchie. « La démocratie ne se fera pas par décrets mais sur les places et dans les usines ». Progressivement et en douceur.

Il ne fait pas de doute qu'il y a place pour un compromis historique à l'espagnole. Un « compromis de transition » comme le dit Felipe Gonzalez, secrétaire du PSOE.

En effet, le processus de division de l'appareil d'Etat est assez avancé. Une initiative politique dans laquelle s'engagerait l'ensemble de l'armée est inconcevable. Les grands groupes financiers ont marqué leur volonté de se détacher d'un régime qui ne va plus dans le sens de leurs intérêts. Il semble donc bien qu'on s'achemine vers la constitution d'un front uni contre la dictature, qui pousse à une alternative démocratique. Mais celle-ci pourra-t-elle se produire pacifiquement ? Devant l'éventualité d'exécutions sommaires perpétrées par la vieille garde fasciste, les communistes, les masses espagnoles pourront-ils s'en tenir à des mobilisations sur le terrain social, à des manifestations pour l'amnistie et la reconnaissance des droits syndicaux ?

F. Desmoulin ■



La confusion des genres

Qu'on ne compte pas sur nous pour entrer dans le concert de protestations plus ou moins sincères, plus ou moins intéressées, qui contestent la condamnation à l'ONU du sionisme dont l'assimilation au racisme n'est pourtant pas sans poser problème. En réalité, certains de ces censeurs vertueux, au passé colonial certain et dont les liens avec l'impérialisme sont publiquement affirmés, ne supportent pas l'évolution positive d'une ONU qui reflète davantage le réel rapport de force mondial issu, de longue lutte, du processus de décolonisation et de libération nationale.

▣ Cependant, comment cacher que cette résolution, par son simplisme quasi mécanique, risque d'entretenir une confusion, lourde de dangers ? Autant il nous paraît nécessaire de condamner les pratiques discriminatoires de type raciste exercées par l'Etat d'Israël, vis-à-vis des Arabes, mais aussi des Juifs séphardites d'origine orientale qui constituent pourtant la majorité de la population juive d'Israël, autant il nous semble incorrect d'étiqueter l'idéologie sioniste par cette caractéristique.

La dénonciation des manifestations concrètes de racisme contenues dans le livre *Racisme dans l'Etat d'Israël* du courageux président de la Ligue des droits de l'Homme israélienne, I. Shahak, les accusations portées contre les dirigeants réactionnaires de ce pays par l'avocate communiste israélienne Félicia Langer nous paraissent beaucoup plus faire avancer les choses que cette résolution qui ne résoud rien, que cette définition rapide de l'idéologie sioniste adoptée à l'ONU par 72 pays.

deux réponses à l'antisémitisme

Alors, une mise au point s'impose. En réalité, le nationalisme juif sioniste a pris naissance à partir d'un problème réel : l'antisémitisme qui existait à l'époque des pogroms en Europe et que la barbarie nazie a considérablement aggravé. Le sionisme, par ailleurs, participe de ce climat nationaliste qui dominait en Europe et s'insère dans le courant d'expansionisme colonialiste du capitalisme développé. A notre avis cet expansionisme caractérise beaucoup mieux l'idéologie sioniste.

Dans la communauté juive, le sionisme a très longtemps été minoritaire : il correspondait à l'idéologie d'une classe petite-bourgeoise qui refusait la prolétarianisation que l'évolution économique imposait. Si le sionisme a réussi dans une conjoncture très particulière et limitée dans le temps à créer son Etat, l'échec de la politique des nationalités en URSS (le socialisme devrait aussi régler cette question) et le génocide nazi y sont pour beaucoup.

Faut-il souligner que c'est pour répondre au même problème qu'une autre idéologie extra-territoriale et socialisante celle-là, incarnée par l'« *Allegemeinen jiddischer Arbeiterbund* », autrement dit, le « *Bund* », tenta, à partir de 1897, de lier l'émancipation du juif à sa libération en tant que producteur, et voulut insérer le combat nationalitaire, communautaire et culturel à la lutte des classes (la section russe du *Bund* devait adhérer, du reste, en majorité au parti bolchévique ; par contre, la section polonaise s'affilia à la II Internationale).

Pour revenir au sionisme, il faut dire qu'il n'a aucunement résolu le problème posé, il l'a déplacé ailleurs et, pour ainsi dire, recréé. Par contre, le projet politique originel visant à regrouper l'ensemble des juifs sur un territoire a fait faillite.

Sans le nazisme, cette idéologie ne serait restée qu'un « rêve » pour reprendre le terme même de son promoteur.

Le piège

En tant qu'idéologie nationaliste, le sionisme recèle des tendances chauvines et par là donc, indirectement racistes. **Ni plus, ni moins que toute autre idéologie nationaliste.** Le refus de l'« altérité » rejoint l'ensemble des idéologies de ce type.

Alors, pourquoi cette confusion des genres ? Pourquoi cette condamnation plus qu'ambiguë qui a abouti à un texte émoussé, voire dangereux pour ceux qu'il était censé servir ?

Par conséquent, nous posons la question : cette résolution représente-t-elle une avancée pour la lutte des peuples du Proche-Orient ? Certes l'oppression passée d'un peuple ne lui donne aucun droit d'en opprimer un autre. Mais justement, pour ce qui est des travailleurs juifs israéliens, seront-ils mieux à même de mettre en cause le caractère sioniste de l'Etat qui les opprime et les utilise aussi pour la politique que l'on connaît ? A cela, nous répondons qu'on aurait voulu souder aux intérêts sionistes l'ensemble de la communauté juive israélienne, qu'on n'aurait pas agi autrement. On peut en dire autant des communautés juives du reste du monde.



L'oppression passée



ne justifie pas l'oppression présente

Il faut dire et répéter que tout ce qui contribue à renforcer l'assimilation du juif au sionisme sert objectivement les intérêts du sionisme. Quant à la lutte des Palestiniens, qu'a-t-elle à gagner d'une résolution piégée d'avance, et fondée soi-disant sur la morale internationale par ceux-là même des Etats comme le Brésil, l'Espagne ou l'Iran, pour ne citer qu'eux, qui bafouent quotidiennement les droits humains les plus élémentaires, les droits des minorités qui ont le tort d'exister sur leur territoire. Pour ce qui est de l'URSS, principal fournisseur d'émigrants à Israël, il est difficile d'ignorer que son antisémitisme affiché se teinte trop souvent dans les faits d'antisémitisme.

Montrer qu'il existe à l'ONU une majorité favorable aux Palestiniens est certes positif ; mais il n'était guère besoin, pour ce faire, de recourir à des confusions politiques trop facilement exploitables par l'adversaire. La lutte de libération du peuple palestinien méritait mieux !

Alain Tlemcen et
Bernard Ravenel ■

Vient de paraître



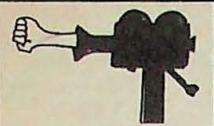
Une brochure du Centre Populaire de Formation Socialiste

● Le Marxisme dans le combat pour l'autogestion socialiste — Victor Leduc

● Présentation du Centre et des cycles — Pascal Gollet, Victor Fay, Michel Etienne, Maurice Najman.

En vente au prix de 2 F à la librairie Syros (9, rue Borromée 75015 Paris)

Par commande de 10 exemplaires minimum.



les années de braise

L'épopée de la lutte de libération du peuple algérien a trouvé son chantre cinématographique, Mohamed Lakhdar Hamina. Le rythme même de « *Chronique des Années de braise* » évoque en six chants, d'abord lents et désespérés, saccadés et révoltés ensuite, les années qui ont précédé la guerre d'Algérie de 1939 à 1954.

En se fondant sur ses souvenirs personnels, Lakhdar Hamina, né à Msila, un petit village agricole des hauts-plateaux, raconte de façon saisissante les calamités qui se sont abattues sur le peuple algérien : sécheresse, guerre franco-allemande, et typhus. Il se veut à la fois poète et politique. Il insiste sur la prise de conscience d'un jeune paysan, d'abord hébété devant ces catastrophes, mais qui s'engage progressivement ensuite dans la révolte contre l'ordre colonial établi.

La réalisation est admirable. Le film veut faire réfléchir sur les causes du déclenchement de la guerre d'indépendance. Le metteur en scène a été amené à fixer l'objectif de sa caméra sur le peuple algérien lui-même et ses débats internes. C'est ce qui a donné à certains l'impression que la colonisation ne faisait que de la figuration dans son film. Un chroniqueur culturel d'*El Moujahid* a même écrit que le colonialisme est montré comme « une simple escapade touristique de 132 ans ».

Mais le propos de Lakhdar Hamina, tout de violence et de colère contenue, vise, à partir du cas algérien, à la réflexion sur l'ensemble du phénomène de l'oppression. Il s'en est donné les moyens. Son film couronné de la palme d'or au festival de Cannes a coûté un milliard. Le metteur en scène a refusé que le public français n'associe une fois de plus le chant de la révolution algérienne et de l'émancipation des peuples arabes au misérabilisme. Mohamed Lakhdar Hamina, en recevant *TS*, a déclaré qu'il se considérait comme un sympathisant cordial du PSU « le plus sincère des partis politiques français »...

A.T. ■



Mohamed Lakhdar Hamina, qui interprète dans son film le fou récitant.

entretien avec Lakhdar Hamina

TS : Ton film table à la fois sur l'esthétique et la politique. Te considères-tu comme un cinéaste militant ?

Lakhdar Hamina : Oui, de par ma vocation même, mes origines, ce que mes parents et moi avons subi. Le jour où je ne me considérerai plus comme un militant, je ferai des westerns. Dès qu'on parle de film militant, on pense à une technicité médiocre. Mais on ne peut faire passer le fond que grâce à la forme.

TS : La technicité médiocre peut venir d'un certain manque de moyens.

L.H. : Je prends un cas : l'Union Soviétique achète un film comme **Le Corniaud** ou **La Grande vadrouille** 200 000 dollars ou **La Mélodie du bonheur** pour 300 ou 400 000 dollars et propose 10 000 dollars pour **Le Vent des Aurès**. Un militant ici pourrait monter un film avec un à-va-loir distributeur de l'Union Soviétique. Il faudrait propager le socialisme dans le monde, mais ils ne le font pas.

TS : Comment vois-tu ton rôle en tant que cinéaste algérien, tant par rapport à ton propre pays qu'aux autres pays ?

LH : **Chronique des années de braise** est un film qui explique le phénomène de la révolution algérienne, ses causes, etc. A aucun moment, je n'ai pensé faire un film uniquement sur l'Algérie, parce que ce qui est décrit a été ressenti par tous ceux qui ont été opprimés par l'impérialisme. Chez nous, il y a eu la lutte armée, chez Sékou Touré il y a eu le vote en 1958. De toute façon, si de Gaulle n'avait pas accéléré le processus de la décolonisation, il y aurait eu lutte armée comme en Angola, au Mozambique. Donc je considère ce film comme représentant tous les peuples qui se battent pour leur liberté et leur indépendance.

TS : Est-ce que le film ne fait pas référence à la situation actuelle de l'Algérie, en fonction de la lutte qui a eu lieu ?

LH : Non. Il est bien évident qu'aujourd'hui tout le monde n'est pas d'accord sur le chemin politique que prend l'Algérie. Il y a des nostalgiques partout. Mais c'est une option politique qui était inscrite dans la guerre de libération et a été décidée par le peuple lui-même. Quant au problème de l'époque... Dès qu'on fait référence à des partis ou à des gens (qui existent encore), on braque les spectateurs. Mais la force de mon film, c'est qu'on sait très bien qui est qui, qui était pour la négociation, qui était pour la discussion, mais en sachant que tout le monde était nationaliste, à part les Bachagas, évidemment. C'est un des reproches qu'on m'a fait : on ne voit que des indigènes matraquer d'autres indigènes. Mais le colonialisme a toujours matraqué par indigène interposé, ça a été son intelligence.

Le FLN portait de droite à gauche. Il y avait des Oulemas, des gens du MTDL, du PPR, etc. On disait : on fait table rase de tout le passé, le premier objectif c'est la libération du pays. Et même des Bachagas ont rejoint le FLN. Mais à partir du moment où certains n'ont pas rejoint, le FLN a tenté de s'imposer par la violence, d'extraire ces mauvaises racines de son propre corps.

TS : C'est le débat entre Algériens qui est montré là. Et peut-être que, par rapport à la situation présente, certains ne sont pas d'accord.

LH : C'est un problème éternel. On ne peut jamais faire l'unanimité à 100 %. L'Algérie s'est libérée il y a à peine dix ans et on ne peut pas demander une restructuration des mentalités. Il y a eu des combattants de la libération qui ne sont peut-être pas d'accord avec l'orientation du pays. On ne peut pas coloniser un peuple pendant 130 ans et lui demander d'être indus-

trialisé, d'avoir des cadres, d'avoir un parti politique, une idéologie en 10 ans. Est-ce que l'Union Soviétique est arrivée à ça après 60 ans de socialisme ? L'Algérie d'aujourd'hui, avec beaucoup de gaucherie et certaines erreurs tente son expérience.

TS : Le film aspire à être l'expression des valeurs algériennes, or, en ce qui te concerne, tu n'as pas été influencé que par l'Algérie. Je fais référence à ton film **Le vent des Aurès** où j'ai senti une certaine influence européenne. Les scènes de travail, qui étaient merveilleuses, et qui sont aussi très bien exprimées dans **Chronique des années de braise**, évoquent un certain cinéma de l'Europe de l'Est à l'époque où ce cinéma était révolutionnaire.

LH : Ca doit faire la millième fois qu'on me pose la même question. Je peux t'affirmer que je n'ai jamais vu **Potemkine**, ni un film de Dovjenko, de Donskoï. J'ai vu **La ballade du soldat** de Tchoukraï, **Quand passent les cigognes**, mais j'ai vu plus de films français, italiens, et presque tous les films américains. Le langage cinématographique est à mon avis universel. Il se peut que l'âme slave soit plus près de l'âme arabe, mais il y a toujours dans mes plans, dans mes séquences, cet espèce de lamento arabe, ce côté conteur... Mais on est tous le produit d'une influence quelconque.

TS : **Chronique des années de braise** est un film très accessible, qui sera populaire, qui peut être vu par un grand public.

LH : Je le pense, mais je n'ai pas décidé que le film serait populaire. Je suis un enfant du peuple, et c'est lui que je dois émouvoir. Je ne me considère pas comme un intellectuel, c'est-à-dire un enculeur de mouches. Je n'écris jamais mes dialogues. Je mets en scène sur le plateau, suivant la région, la diction du type. Il dit ce que je veux lui faire dire, mais à sa façon. Je fais parler les gens comme on parle dans la vie et non pas comme on écrit pour eux. Quand il y a ces débats politiques dans le film, ce sont des militants qui parlent. Je n'ai jamais écrit une scène. J'arrive sur place et je fais déclencher ce que j'appelle la « machine à images » c'est-à-dire ma mémoire. Je pers toujours une heure à parler avec les gens, à les motiver, à les ramener à l'époque.

TS : Quels sont les moyens qui ont été mis à ta disposition pour le tournage de ce film ?

LH : Chez nous, dans le cadre du cinéma, c'est la confusion totale. Les moyens qu'on a sont ceux qu'on veut bien prendre. Moi, j'ai toujours mis la main à la pâte. On n'a pas mis des moyens à ma disposition. J'ai fait presque mille interventions personnelles, pour essayer d'avoir un couteau, une selle, un sabre. J'ai passé deux mois et demi pendant la préparation du film à faire le « public relations ».

TS : Comment ont été diffusés tes films précédents ?

LH : Par l'organisme d'Etat, l'O.N.C.I.C., aussi bien dans les villes que dans les villages. Il y a des ciné-bus qui vont dans les endroits où il n'y a pas d'électricité. Et maintenant nous avons demandé à l'Etat algérien d'étudier le cas de la télévision par câbles, pour enregistrer les meilleurs films, et qu'ils soient vus dans les comités de gestion.

Je ne suis jamais resté à Alger, j'ai toujours été sur le tas, à l'intérieur du pays, dans la paysannerie, dont je parlerai toujours. Mon prochain film c'est ça, l'intégration de la femme musulmane, de l'histoire de ma mère matraquée par des siècles d'obscurantisme, qui a eu seize gosses, qui a été cloîtrée pendant quarante ans. Il faut que je lui rende hommage.

Propos recueillis par Stéphane SOREL et Alain TLEMCEN ■

Samedi 22

A2, 22 h 15 : **Dix de der.** Emission de Philippe Bouvard destinée à faire participer les humbles aux fastes du beau monde, mais qui présente parfois des séquences intéressantes, tel cet extraordinaire scoop : une interview de Pasolini enregistrée peu de temps avant sa mort, et diffusée il y a 15 jours.

A2, 23 h 35 : **Astralement vôtre.** At-trape nigaud en formé d'horoscope.

Dimanche 23

FR3, 20 h 30 : **Hiéroglyphes.** Toujours en dents de scie, **Hiéroglyphes** présente du bon et du moins bon selon les séquences.

Lundi 24

FR3, 19 h 40 : à **Tribune libre**, l'Association française contre la peine de mort. Elle demande l'abolition de la peine de mort dans le monde, des peines de remplacement assurant pleinement la défense sociale, la prévention de la criminalité, l'aide aux victimes.

A2, 21 h 45 : **Gloire de Paris...** ou la journée d'un touriste, de Guy Chalton et Gérard Gozlan. « Lorsque la visite rituelle a remplacé l'acte... et le musée, la vie... cette imagerie ne peut que glorifier le respect de l'ordre établi. »

Mercredi 26

A2, 21 h 30 : **C'est-à-dire :** l'actualité de la semaine vue par la rédaction d'Antenne 2.

Jeudi 27

FR3, 19 h 40 : à **Tribune libre**, l'accueil des villes françaises. Association destinée à faciliter l'insertion des nouveaux venus dans les villes.

FR3, 20 h 30 : **L'inconnu du Nord** Express d'Alfred Hitchcock (1951). Excellent policier sur un thème cher à Hitchcock, celui du faux coupable.

TF1 : **Portrait, Jacques Chirac** par François Reichenbach. A voir à titre informatif, sans s'attendre à autre chose qu'à une apologie du Premier ministre.

Vendredi 28

FR3, 18 h 25 : la station régionale de Strasbourg diffuse une émission en alsacien : **So sinn M'r im**, Troisième Age.

Stéphane SOREL ■



une interview de Gérard Mendel

politique et socio-psychanalyse

Le dernier livre de Gérard Mendel Pour une autre société aux Editions Payot est un saut audacieux hors du champ traditionnel de la psychanalyse, et même de la socio-psychanalyse.

Gérard Mendel introduit ses analyses par une relecture très sérieuses du *Capital*. Il ne s'agit pas d'une clause de style, mais bien d'une tentative pour fonder l'étude des problèmes du pouvoir et des rapports sociaux, en étroite articulation avec les rapports de production au centre desquels Mendel place le processus de travail.

Par-delà les approfondissements critiques nécessaires, il est bien certain que ce livre pose des questions importantes pour des militants autogestionnaires. En particulier, il fait un sort aux conceptions traditionnelles du fonctionnement et de la finalité d'une société socialiste. Mendel nous dit qu'on ne doit pas espérer une disparition des conflits grâce à la « **technique libérée des entraves capitalistes** », mais qu'il faut plutôt viser dans le processus révolutionnaire « **l'exercice du pouvoir collectif dans les rapports de production et dans les rapports sociaux** ».

Si finalité du socialisme il y a, elle ne réside plus dans la production « libérée » de biens (mêmes sociaux) mais dans l'autogestion conçue aussi, comme creuset de façonnement de personnalités autonomes. **Limitations objectives à une croissance sans fin de la production matérielle d'une part, difficultés croissantes de formation de personnalités un tant soit peu autonomes dans les conditions du capitalisme moderne de l'autre.** Ceci nous montre bien que les perspectives introduites par ce livre (et par delà les distances et même les désaccords) méritent d'être l'objet d'une discussion approfondie dans le courant révolutionnaire et autogestionnaire.

TS : *Peux-tu expliquer aux lecteurs de TS ce qui vous a amenés à pratiquer des interventions socio-psychanalytiques ?*

Gérard Mendel : Quand se réunissent des personnes dans une institution (au sens large d'organisation), lorsqu'elles se situent au même niveau de division technique du travail, qu'elles forment ce que nous appelons une classe institutionnelle, et qu'elles parlent régulièrement de leur activité dans l'institution, apparaît un processus (qui existait bien entendu avant même qu'on s'en préoccupe) Elles réfléchissent sur leur pouvoir, leur non-pouvoir.

Lorsqu'on touche aux problèmes du pouvoir apparaît une culpabilité qui s'exprime sous

des formes multiples. Elle a rapport avec l'enfance individuelle et socio-culturelle. La personnalité a, en effet, été formée par la société capitaliste, dans un moule, avec des positions intériorisées vis-à-vis des parents. Ça, c'est l'inconscient, pas métaphysique (comme le considérait souvent Freud). Chacun de nous porte des forces inactuelles. Les chefs ne sont pas des parents, mais il y a une résonance avec une situation passée.

Notre intervention pose un cadre dans lequel tout ceci s'exprime. Dans une classe institutionnelle, on essaie de comprendre collectivement (ce qui se passe dans un collectif ne peut être compris que collectivement, c'est la raison même pour laquelle nous travaillons nécessairement en groupe). On pointe par exemple certains mouvements aux blocages, des inquiétudes qui ont rapport au pouvoir.

Evidemment, ce n'est pas seulement par là que passe la transformation de la société. Mais c'est une modalité de travail pratique sur la prise de conscience, quant aux avancées de celle-ci. Il faut tenir compte d'un grand nombre de facteurs selon la situation de la classe (type d'institution, formation politique préalable, etc.). Il faut reconnaître que peu de travaux scientifiques ont été entrepris sur ce problème.

Notre travail concerne donc aussi l'exercice collectif du pouvoir dans la société autogestionnaire, après la destruction du capitalisme. On ne sait pas ce que sont des formes politiques nouvelles. Les délégations, assemblées etc. sont des formes bourgeoises. Il faudra que se forment les hommes du post-capitalisme. Dans ce sens notre travail a aussi une prétention scientifique.

TS : *Dans les ouvrages de socio-psychanalyse, on parle souvent de « classes institutionnelles ». Quelles différences avec le concept marxiste de classe sociale ?*

GM : Au départ aucune ressemblance. Dans un lycée par exemple, on peut pointer plusieurs classes institutionnelles : l'administration, les enseignants, les élèves. A partir de phénomènes institutionnels, il y a une chaîne qui aboutit à la prise de conscience politique.

Pour nous les institutions sont des lieux d'activité mettant en jeu plusieurs niveaux de la division technique du travail. Par exem-

ple, dans un parti politique ou un syndicat : les sections, fédérations, bureaux politiques etc. qui ne sont pas seulement des niveaux hiérarchiques, mais de spécialisation quant à la finalité de ces institutions.

Du temps de la direction Rocard-Chapuis, on avait proposé une intervention dans le PSU, cela n'avait pas été possible. Parallèlement, on regrette qu'il n'y ait pratiquement jamais eu de critiques des travaux transcrits dans la revue **Socio-psychanalyse** venant de la presse de gauche.

TS : *A l'étape présente du développement théorique et pratique du courant socio-psychanalytique, comment caractérises-tu les rapports marxisme-psychanalyse ?*

GM : Le cadre général dans lequel la psychanalyse peut se développer est celui que Marx a posé : l'histoire des sociétés et de l'idéologie.

Freud croyait avoir découvert des universaux. Il n'a fait que décrire l'inconscient de l'homme de sa société capitaliste. Il a découvert des choses d'une importance extrême, par un travail scientifique. Mais ça ne renvoie pas à un homme universel, mais bien au cadre de l'étude des sociétés. Freud doit s'inscrire dans le cadre posé par Marx. Bien sûr, l'animal humain existe. Il y a un matériel neuro-physiologique particulier avec ses contraintes. Mais il y a une maturation de ce matériel et la logique de cette maturation ne réside pas dans le matériel, mais dans la société. Bien entendu, il y a des spécificités : temps d'enfance très long, prédominance dans un premier temps de la sensorialité sur la motricité, puberté tardive. Mais, dans la maturation, tout est travail de la société sur ces spécificités qui ne forment pas une nature humaine.

TS : *Une des thèses centrales de ton dernier livre affirme que la marchandise ne concentre pas seulement en son sein du temps de travail non payé, mais aussi du pouvoir social dérobé. Ne penses-tu pas qu'il y a un danger de type matérialisme mécaniste lorsqu'on tente de fournir un centre matériel palpable aux relations de pouvoir et, à partir de là, aux phénomènes dits superstructurels ?*

GM : Le point de départ, pour moi, n'est pas la marchandise : c'est le processus de travail capitaliste, l'étude de la force de travail, (les forces productives ne sont pas neutres). Depuis le XVI^e siècle, l'organisation de l'entreprise capitaliste est la matrice des rapports sociaux. L'entreprise est l'institution centrale. Les autres (famille, ville, école, loisir, etc.) se bâtissent de plus en plus depuis

sur le modèle de l'usine capitaliste.

Le modèle de tous les rapports sociaux, c'est l'usine. Marx a encore plus raison qu'il ne le pensait. Mais il n'a jamais véritablement pris en considération l'organisation du travail. Il a étudié avant tout la formation de la plus-value indépendamment de sa forme contingente. Or l'entreprise est l'endroit clef pour les phénomènes de pouvoir, les rapports sociaux. Pour Marx, la réalisation de la valeur d'usage de la marchandise n'est pas un phénomène social. On ne peut le suivre là. La réalisation de la valeur d'une automobile n'est pas un simple rapport individuel : elle détruit la ville, impose un certain type de rapports sociaux par exemple.

Ceci dit, il n'est pas nécessaire de modifier Marx. Il suffit de développer ce qui concerne le concept de force de travail. Il parle de mutilation, de vol de pouvoir. Pour nous ce vol ne s'inscrit pas seulement dans la marchandise, il consolide également les rapports hiérarchiques dans l'entreprise, comme le sang circule dans le corps. L'autre partie suit le destin de la marchandise et se répand de manière désordonnée lors de son utilisation.

En résumé, le vol de pouvoir produit à la base suit un double circuit : confortant l'institution, mais aussi par l'intermédiaire de la marchandise désorganisant les rapports sociaux traditionnels. Il ne suffit pas de posséder collectivement les moyens de production, de nationaliser. Il faut modifier le processus de travail qui est capitaliste dans son essence, sinon « les conquérants seront conquis ».

Je crois adhérer à l'œuvre de Marx, c'est dans ses blancs que s'inscrivent les thèses et hypothèses formulées dans ce livre. Et son centre, c'est la mise en doute d'une utilisation « neutre » du processus capitaliste de travail, et des forces productives capitalistes.

Dans la CFDT, on pose les mêmes problèmes lorsqu'on se préoccupe des conséquences de l'introduction de telle ou telle machine. L'héritage capitaliste risque d'être de plus en plus lourd. De même le nucléaire induit une concentration des forces productives, une reproduction élargie des formes politiques d'oppression, de régimes policiers, etc.

Il faut donc, dès la prise du pouvoir, commencer par toucher au processus de travail si on veut aboutir à une véritable transformation révolutionnaire.

Propos recueillis
par Jean-Louis Weissberg ■

"Ah Q" le paysan et les notables



Le théâtre de l'Aquarium joue une pièce tirée d'une nouvelle de Lou Sin, *Ah Q*. C'est l'histoire « d'un sans nom, d'un sans grade, d'un sans fric, d'un sans travail, d'un sans femme », dans la Chine de 1911, c'est-à-dire dans la Chine où éclata, contre la domination mandchoue, une révolution de notables.

Nous avons interrogé Jacques Nichet, animateur de l'Aquarium et metteur en scène d'*Ah Q*., et Bernard Chartreux et Jean Jourdeuil, les auteurs de l'adaptation.

● **TS** : *Nous voici dans la Chine de 1911...*

J.N. : Pour faire du théâtre actuel, il faut peut-être passer par des chemins qui ne sont pas actuels. Nous avons besoin de nourrir notre démarche. A certains moments, nous nous demandons si le théâtre doit n'être que le reflet de la réalité ; si l'imaginaire n'est pas bouffé par le réel et le réel par l'imaginaire. Mais rassurons ceux qui ont soutenu notre effort d'un jeu en prise directe sur l'actualité : notre prochain spectacle sera de nouveau écrit col-

lectivement. Son thème est *L'entreprise*. Nous lançons même à son propos un appel. Souhaitant raconter l'entreprise à partir de récits de travailleurs, nous nous mettons à l'écoute de tous ceux qui, pour élaborer avec nous ce spectacle, voudront raconter leurs conditions de travail, de lutte ou tout simplement « d'existence ».

● **TS** : *Ah Q. ne serait donc qu'une halte ?*

J.N. : Une halte aussi. Un moment que nous nous donnons pour réflé-

chir. Ajoutons : une tentation. Il y a longtemps que nous souhaitons faire connaître Lou Sin théâtralement. Mais comment s'y prendre ?

● **TS** : *Il n'a écrit que des nouvelles ?*

J.N. : Il a écrit une trentaine de volumes. Mais, en France, nous ne sommes qu'au stade de l'anthologie. Pour faire vivre à la scène la nouvelle de Lou Sin, j'avais tout d'abord pensé à un conteur. Qu'on imagine Dario Fo jouant à la fois *Ah Q.* et son village, racontant la Chine de 1911 et l'Italie de 1975, s'aventurant dans l'œuvre de Lou Sin pour commenter notre monde. Mais notre troupe ne pouvait choisir de donner un emploi à un seul acteur. Nous en étions là quand nous avons lu le manuscrit de Jean Jourdeuil et Bernard Chartreux. Ils avaient écrit notre pièce ! Nous nous sommes mutuellement adoptés.

Lou Sin et la révolution culturelle

● **TS** : *Au point de vue de l'écriture, comment avez-vous procédé ?*

B.C. : A partir de la nouvelle, nous avons inventé un synopsis à nous. Déjà, chaque chapitre de la nouvelle traitait un thème : *Ah Q.* et les femmes, *Ah Q.* et la révolution. La nouvelle racontait *Ah Q.* avant la révolution. Puis, il essayait de s'y précipiter. Il était rejeté.

● **TS** : *Était-ce utilisable tel quel ?*

B.C. : Non, dans la mesure où c'était une succession de petites nouvelles refermées sur elles-mêmes.

J.J. : Elles ont d'abord été publiées en feuilleton à Pékin dans les pages humoristiques d'un journal pas spécialement littéraire.

● **TS** : *Elles s'adressaient tout de même à l'intelligentsia de Pékin...*

J.J. : Elles s'adressaient, bien sûr, aux gens qui savaient lire. Mais on en a tiré ensuite une bande dessinée. L'important, c'est que ce feuilleton de Lou Sin intervenait dans le mouvement de la lutte culturelle (Nous savons que pour le trentième anniversaire de sa mort, en 1966, 70 000 représentants des gardes

rouges, des ouvriers, des paysans des soldats, des écrivains et artistes venus de toute la Chine sont venus sur sa tombe saluer « le commandant en chef de la Révolution Culturelle »). Ce qu'il apportait, c'est une volonté de changer la langue. *Ah Q.* est écrit dans la langue parlée, et non plus dans celle des lettrés. C'est déjà une attitude révolutionnaire.

Le complexe d'Ah Q.

● **TS** : *Qu'est-ce que la pièce apporte selon vous ?*

J.J. : Deux thèmes de réflexion nous tiennent à cœur. Une réflexion sur les révolutions. La plupart des révolutions portent en germe ce que nous voyons dans la pièce. Comme *Ah Q.*, qui a cru pouvoir faire lui aussi une révolution qui était celle des notables en mal de modernisme, le peuple est généralement mobilisé. Puis, il doit rentrer dans le rang ou il est exécuté.

● **TS** : *Qui est Ah Q. ?*

J.N. : Un journalier. Il survit grâce à ses bras (il loue ses services à la famille Tchao), mais aussi grâce à sa tête. Il y a dans sa tête des tas de choses : des tabous, des principes, des bienséances et des ordres formels, tous signés Tchao, mais aussi une manière très particulière de transformer ses défaites en victoire, de sourire au lieu de se révolter... il y a dans sa tête tout ce qu'il faut pour qu'il baisse la tête.

J.J. : Il adhère toujours à l'oppression qu'il subit.

● **TS** : *Pour le regarder en face il faut donc très vite aller voir votre beau spectacle. Nous n'avons parlé ici ni du décor, ni du jeu des comédiens, ni de l'accueil toujours si chaleureux de l'Aquarium. Disons que tout est mis en place pour assurer à tous une soirée enrichissante.*

Propos recueillis par Dominique NORES ■

* *Ah Q.* est représenté par l'Aquarium à la Cartoucherie de Vincennes jusqu'à fin décembre. Ensuite à Strasbourg (TNS) en janvier et à Lyon (Théâtre du VIIIe) en février.

La démocratie est avancée

Henri Lefebvre dans son dernier livre *Le temps des méprises* explique son aversion pour la littérature et son goût pour le théâtre : j'espère qu'il connaît et apprécie le théâtre de Patrick Fond et Philippe Val. Après *Sainte Jeanne du Larzac* et *En ce temps là les gens mouraient*, nos deux larrons (et quelques autres dont Jean-Paul Sèvres) interprètent leur nouvelle création : *La démocratie est avancée*. Rassurez-vous, ce n'est pas du programme commun qu'il s'agit ; cela a une autre dimension ; c'est la mise en pièce de la vie quotidienne, du comportement et de la vie petite-bourgeoise. C'est du vitriol, de la soude caustique, du solvant concentré. La vie d'un couple moyen est autopsiée, disséquée d'une façon magistralement drôle et percussante à la fois. En même temps, Patrick Fond et Philippe Val règlent leur compte à un certain type d'éducation reçue et à des personnages stéréotypés personnifiant cette éducation : Descartes, Corneille, Pagnol, Montherlant, sans oublier le Pape.

Ajoutez à cela une façon *comedia dell'arte* de mener le jeu, un sens permanent de l'improvisation, et vous aurez le spectacle le plus hilarant et le plus violent de Paris : cela se joue à l'ancien *Café de la Gare*, aujourd'hui baptisé *Au vrai chic parisien*, 18, rue d'Odessa, à 22 h 15. Ne manquez pas non plus à 20 h *En ce temps là les gens mouraient*. Nous reviendrons sur ce type de théâtre, sur sa force critique et sur la valeur d'exemple qu'il pourrait représenter pour tous ceux qui se préoccupent de contre-culture.

Jean VERGER ■



jean-pierre delarge
éditions universitaires

LES MECANISMES IDEOLOGIQUES DE LA PUBLICITE

laurence BARDIN 69,95 F.

la maîtrise de la mort

odette THIBAUT 45,00 F.

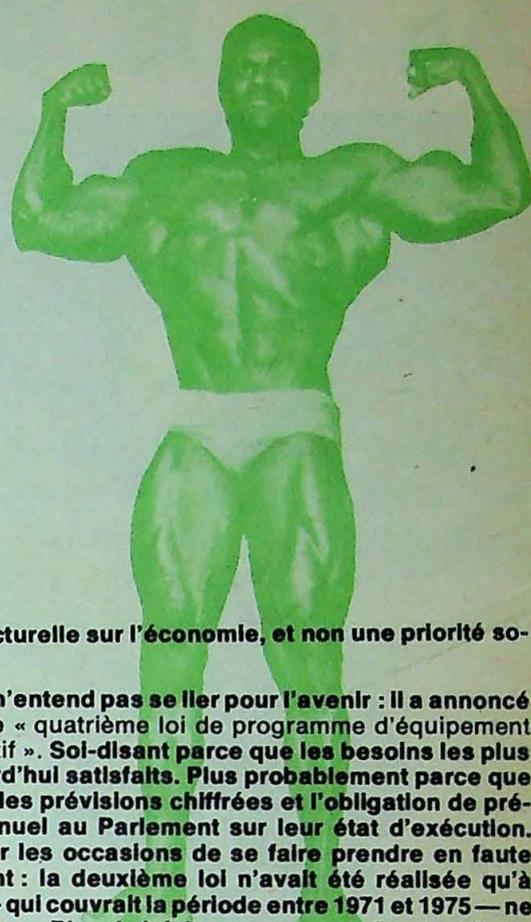
les schizophrènes

jean BROUSTRA 39,95 F.

le sport en chiffres



De la promesse à l'acte



La révolution n'a pas eu lieu. Qui y croyait, d'ailleurs, à cette « révolution pour le sport français » promise depuis des mois par M. Mazeaud ? De version en version, après une relecture serrée par le ministère des Finances, le « projet Mazeaud » a fini par être adopté sous une forme édulcorée par le Parlement. Mais le coup de grâce vient de lui être donné par ces mêmes parlementaires lors de l'adoption du budget de la Jeunesse et des Sports pour 1976. Avec 0,73 % du budget de l'Etat, il retrouve son niveau de 1974, contre 0,70 % en 1975. Ce gain insignifiant est réduit à néant si l'on songe que 1976 est une année olympique et qu'il va falloir financer la préparation des Jeux d'hiver et d'été.

Où est donc passé le député Mazeaud qui réclamait vigoureusement 1 % du budget national pour le sport au début de 1973 ? Que va devenir, surtout, la loi du secrétaire d'Etat Mazeaud qui devait constituer la « charte du sport français » et donner une impulsion jamais vue à la pratique sportive pour tous ? Pour donner un sens à la loi, il fallait prévoir des moyens pour l'appliquer, c'est-à-dire un budget en nette augmentation. Ce n'est pas le cas. Bien sûr, on créera 900 postes d'enseignants en éducation physique en 1976. C'est oublier la pente tragique suivie ces dernières années : 1 345 postes de plus en 1973, 700 en 1974, 500 en 1975. Le déficit ne sera pas épongé avant plusieurs années. Il manque 9 000 enseignants pour assurer ce que trois heures d'activités physiques par semaine à tous les lycéens. Pendant ce temps, après quatre ans d'études spécialisées postérieures au baccalauréat, cinq étudiants en EPS sur six se retrouvent au chômage.

Et pourtant les dépenses de fonctionnement, c'est-à-dire les frais de personnel essentiellement, représentent plus de 75 % du budget du secrétariat d'Etat. Les investissements en équipements nouveaux sont donc en pleine stagnation, bien que M. Mazeaud bénéficie de quelques miettes budgétaires dans le cadre de la politique de relance économique par l'investissement. Il se confirme que, pour les responsables actuels, l'équipement collectif n'est qu'un moyen

d'intervention conjoncturelle sur l'économie, et non une priorité sociale.

Mais M. Mazeaud n'entend pas se limiter pour l'avenir : il a annoncé qu'il n'y aurait pas de « quatrième loi de programme d'équipement sportif et socio-éducatif ». Soit-disant parce que les besoins les plus pressants sont aujourd'hui satisfaits. Plus probablement parce que ces lois contenaient des prévisions chiffrées et l'obligation de présenter un rapport annuel au Parlement sur leur état d'exécution. C'était donc multiplier les occasions de se faire prendre en faute pour le gouvernement : la deuxième loi n'avait été réalisée qu'à 80 % et la troisième — qui couvrait la période entre 1971 et 1975 — ne le sera qu'à 73 % environ. Plus de loi de programme, plus de débats au Parlement, plus de critiques...

Au-delà de ce manque de moyens devenu chronique, les options anciennes ne sont pas remises en cause : le sport, surtout celui de compétition, a toujours la priorité sur les activités socio-éducatives. Ainsi, les crédits pour le secteur des centres et colonies de vacances, malgré des demandes pressantes, ne progressent que de 7,85 % pour 1976 : l'amélioration réelle est vite calculée si l'on tient compte d'une inflation probable supérieure à 10 %. Quant au sport dans l'entreprise, l'une des innovations majeures de la « loi Mazeaud », il risque de provoquer des déconvenues rapides ; le « crédit d'heures », en dernière analyse, est laissé à la discrétion de l'employeur : c'est à coup sûr un gage de réussite.

Signalons à tous ceux qui auraient des objections à formuler à cette politique de famine que M. Mazeaud a quitté la rue de Châteaudun : il a trouvé suffisamment de ressources pour emménager dans les locaux de la Maison de la Radio. Placé enfin dans de bonnes conditions de travail, il ne fait aucun doute qu'il va pouvoir préparer un excellent budget pour 1977. A moins que d'ici là il ne mette au point une nouvelle charte du sport français, encore plus révolutionnaire que la première...

J-F ROUGE ■

